

2 0 2 4 - 2 0 2 5

RAPPORT ANNUEL

C A N A D A



Quand soigner devient un acte de résistance



Dr David-Martin Milot
Président



Nadja Pollaert
Directrice Générale

Depuis ses débuts sur le bateau-hôpital *Île de Lumière*, Médecins du Monde (MdM) s'est engagé à secourir et soigner, mais aussi à dénoncer l'intolérable. À ce moment déjà, soigner, c'était aussi prendre position. Ce récit fondateur est au cœur de notre identité militante.

Des décennies plus tard, nous constatons que les barrières érigées contre la souffrance humaine sont plus hautes que jamais. Nous faisons face à une montée inquiétante de politiques publiques qui freinent les avancées considérées naïvement comme des acquis.

Au Canada, le filet social, pourtant vital pour plusieurs, est sous-investi. L'itinérance explose sur un fond de crise de logement. L'accès aux soins vanté comme universel au pays n'est pas effectif pour les personnes qui en ont le plus besoin. Face à cette précarité croissante, MdM a choisi d'intensifier son combat contre l'exclusion, ici comme à l'international.

À Gaza, l'inaction face à une violence insensée contre la population civile reflète l'impasse politique actuelle, où certains gouvernements semblent considérer que la protection des civils ne relève pas de leur responsabilité. L'instrumentalisation de l'aide humanitaire est devenue une réalité omniprésente dans de nombreux conflits à travers le monde, là où Médecins du Monde intervient.

Face à ce rétrécissement de l'empathie dans nos politiques et nos communautés tant locales qu'internationales, Médecins du Monde s'affirme non seulement en offrant des soins de santé, mais aussi en présentant des solutions porteuses pour changer le statu quo. Il faut innover pour que l'accès équitable à la santé devienne effectif. Aujourd'hui plus que jamais, prendre position, c'est aussi soigner.



Là où la santé revendique justice et équité

Chez Médecins du Monde Canada, nos combats sont menés au nom des grandes causes qui nous animent, celles que nous défendons avec vigueur et rigueur afin d'impulser des changements systémiques durables en faveur de la justice sociale. Les personnes et les communautés les plus précarisées et marginalisées sont perpétuellement au cœur de nos actions.

Précarité et exclusion

Notre organisation constate régulièrement de profondes iniquités en matière d'accès à la santé. Dans un contexte où les richesses sont de plus en plus concentrées et que le fossé des inégalités s'agrandit, les personnes en situation de précarité et d'exclusion subissent davantage les effets des perturbations économiques et des changements climatiques, tandis que la stigmatisation et les politiques restrictives limitent davantage leur accès à des soins adaptés.

Migration et santé

Médecins du Monde est témoin du durcissement des politiques migratoires et de leurs conséquences sur la sécurité, la santé et le bien-être des personnes en situation de migration : routes migratoires dangereuses, conditions de vie précaires, exposition aux abus et à l'exploitation, exclusion des régimes publics d'assurance santé, soins non accessibles ou non adaptés, violences répétées. Nous notons également les effets disproportionnés de ces conséquences sur les femmes et les personnes d'orientations, caractéristiques sexuelles, identités et expressions de genre (OCSIEG) diverses. Nos équipes accompagnent ces personnes migrantes, en plus de lutter contre les politiques et discours migratoires restrictifs et injustement criminalisants.

Autonomie sexuelle et reproductive

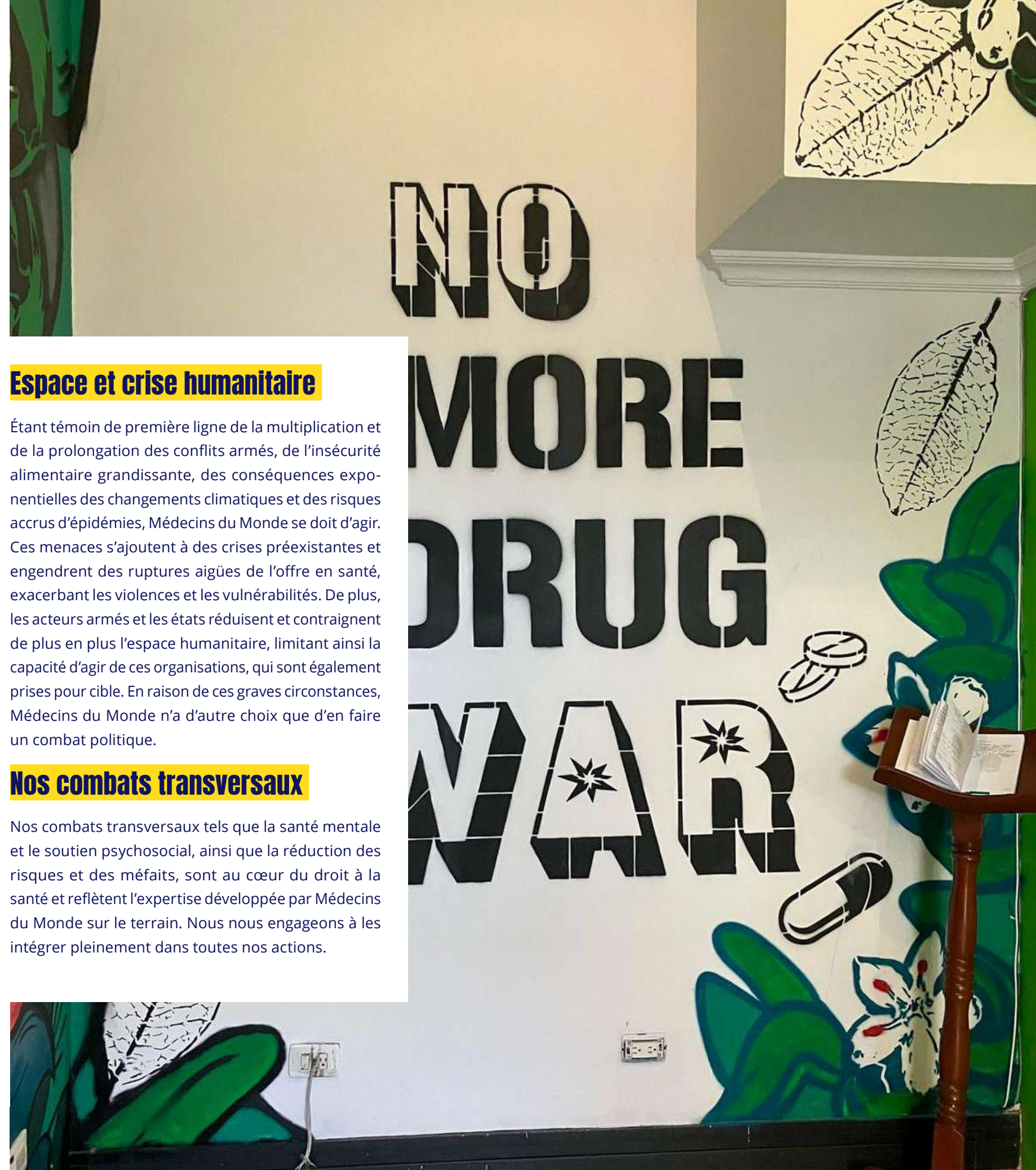
Nous avons vu, dans l'ensemble de nos contextes d'action, les barrières auxquelles sont confrontées les personnes dans l'obtention d'informations fiables et sans jugement, ainsi que dans l'accès à des services de prévention et de soins leur permettant de bien vivre leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive. De tels enjeux amènent des conséquences réelles et aggravées sur la santé, le bien-être et la sécurité des femmes, des filles et des personnes de diverses OCSIEG. Il en est tout autant pour les personnes et communautés exclues et précarisées ou en situation de crise.

Espace et crise humanitaire

Étant témoin de première ligne de la multiplication et de la prolongation des conflits armés, de l'insécurité alimentaire grandissante, des conséquences exponentielles des changements climatiques et des risques accrus d'épidémies, Médecins du Monde se doit d'agir. Ces menaces s'ajoutent à des crises préexistantes et engendrent des ruptures aiguës de l'offre en santé, exacerbant les violences et les vulnérabilités. De plus, les acteurs armés et les états réduisent et contraignent de plus en plus l'espace humanitaire, limitant ainsi la capacité d'agir de ces organisations, qui sont également prises pour cible. En raison de ces graves circonstances, Médecins du Monde n'a d'autre choix que d'en faire un combat politique.

Nos combats transversaux

Nos combats transversaux tels que la santé mentale et le soutien psychosocial, ainsi que la réduction des risques et des méfaits, sont au cœur du droit à la santé et reflètent l'expertise développée par Médecins du Monde sur le terrain. Nous nous engageons à les intégrer pleinement dans toutes nos actions.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr David-Martin MILOT
Président

Dre Zoé BRABANT
Vice-présidente

Amar FARKOUH
Secrétaire

Yolande VECI
Trésorière

Pre Karine BERTRAND
Administratrice

Me Stéphane CLÉROUX
Administrateur

Dre Shelley-Rose HYPPOLITE
Administratrice

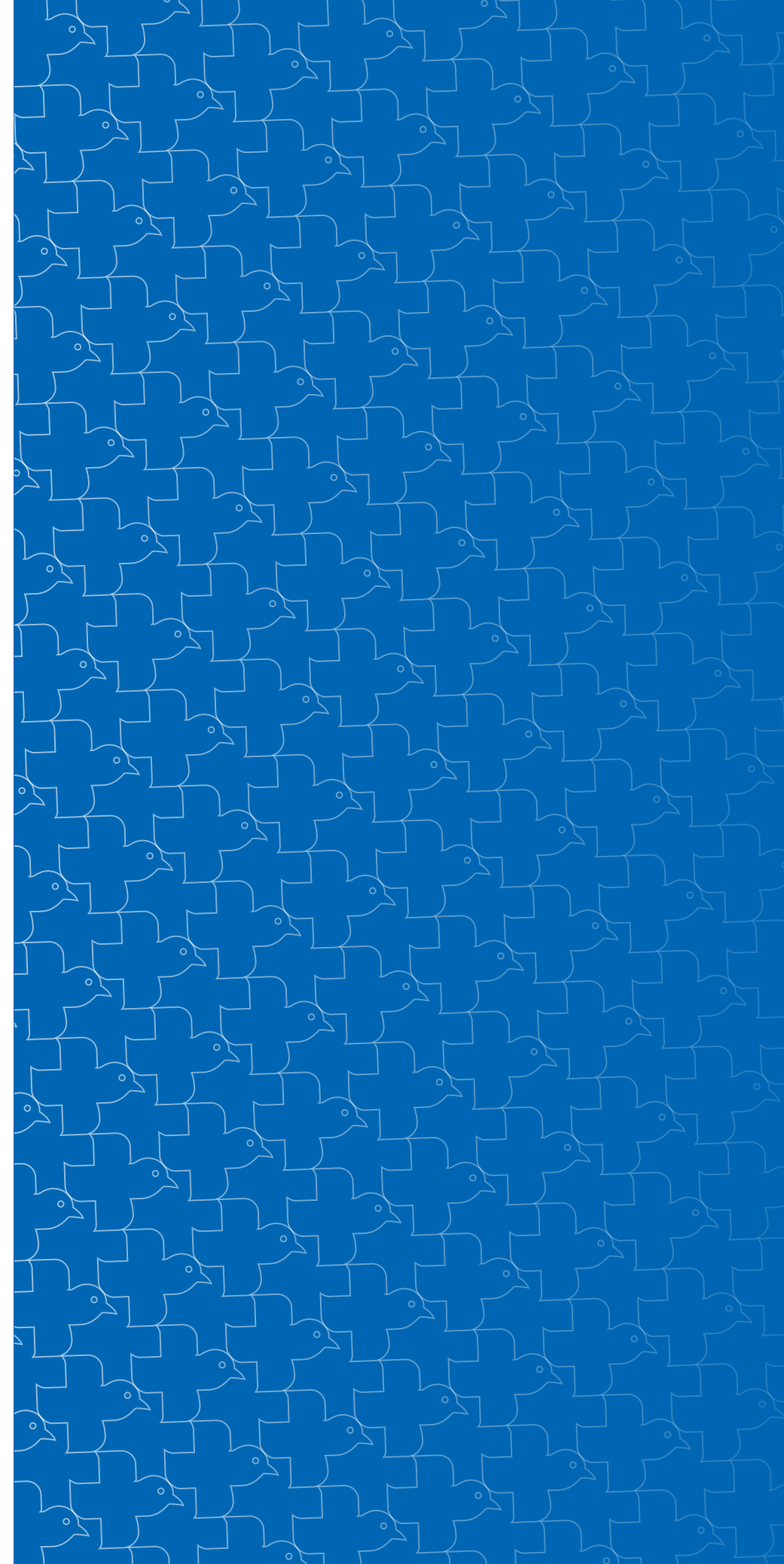
Marie-Françoise HERVIEU
Administratrice

Valérie MARTIN
Administratrice

Frédéric MAYRAND
Administrateur

Gabriel PARADIS
Administrateur

Dr Michel WELT
Administrateur



Médecins du Monde dénonce les violations du droit international humanitaire à Gaza

Au cours de la dernière année, en plus de l'aide apportée par ses équipes à la population civile de Gaza, Médecins du Monde s'est impliqué activement sur le plan de la mobilisation et du plaidoyer afin de dénoncer les violations répétées du droit international humanitaire (DIH) à Gaza.

Érosion du droit international humanitaire

En avril 2024, Médecins du Monde a publié la lettre ouverte « [Aujourd'hui Gaza, ailleurs demain](#) » dans La Presse concernant l'érosion du droit international humanitaire et la protection des civils à Gaza, ainsi qu'un article sur son site Web dénonçant le manque de réactivité des leaders mondiaux à la suite de l'invasion de Rafah, une opération militaire ayant exacerbé la catastrophe humanitaire.

Arrêt des transferts d'arme

Par le biais d'une autre [lettre ouverte](#), Médecins du Monde et plus de 250 ONG humanitaires et organisations de la société civile canadienne ont demandé la suspension de tout transfert d'armes ou de matériel militaire en provenance du Canada vers Israël et la Palestine. Cette opération faisait partie d'un appel mondial auprès de tous les États membres de l'ONU pour s'assurer que ces transferts d'armes n'aient pas lieu tant qu'il existe un risque qu'elles soient utilisées pour commettre ou faciliter des violations du droit international humanitaire ou des droits humains.

Territoire Palestinien Occupé : un an d'attaques ciblées contre les humanitaires

Un an après le début de l'escalade de violence à Gaza, Médecins du Monde a dressé un constat alarmant : la population palestinienne subit une crise humanitaire sans précédent, tandis que l'accès à l'aide vitale est constamment entravé. Nos équipes ont été directement touchées par les attaques et les obstructions répétées à l'encontre de l'aide humanitaire.

Dans son rapport [Un an d'attaques contre les humanitaires en Territoire Palestinien Occupé](#), Médecins du Monde [dénonce](#) les violations du droit international humanitaire et témoigne des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles les ONG ont tenté de maintenir leurs actions. Ce rapport est un appel à la responsabilité, à la protection du personnel humanitaire et à un accès libre, sûr et durable à l'aide pour les civils.

Plus de 150 organisations humanitaires lancent un appel urgent pour un cessez-le-feu et la fin de l'impunité

Alors que le bilan humain s'alourdit jour après jour à Gaza, au Liban et en Israël, plus de 150 organisations humanitaires, dont Médecins du Monde, demandent [à l'ensemble des États membres des Nations Unies de garantir un cessez-le-feu immédiat dans la région. En outre, elles réclament la fin de l'impunité ayant permis la poursuite et l'escalade des atrocités commises par les forces israéliennes à l'encontre des civils. Sans redevabilité, les lignes rouges n'existent plus..](#)

Gaza : Médecins du Monde dénonce la faim comme arme de guerre

Dans un [rapport choc](#) [publié](#) en mai 2025, Médecins du Monde a tiré la sonnette d'alarme : en moins de 18 mois, les taux de malnutrition aiguë à Gaza ont atteint des niveaux comparables à ceux observés lors de crises humanitaires qui durent depuis des décennies. En s'appuyant sur les données médicales issues de ses six centres de santé à Gaza, Médecins du Monde a pu documenter comment le siège imposé par les autorités israéliennes entrave l'aide humanitaire et transforme véritablement la faim en arme de guerre. [Médecins du Monde appelle](#) [les États à agir de toute urgence pour que des morts évitables liés à la malnutrition n'aient pas lieu. Notre organisation fait de ces preuves cliniques un puissant levier de plaidoyer contre une politique inacceptable.](#)

GAZA : un territoire assiégé, un peuple affamé

L'attaque meurtrière du Hamas contre des civils israéliens, le 7 octobre 2023, a déclenché une riposte massive de l'armée israélienne sur la bande de Gaza, l'un des territoires les plus densément peuplés au monde. Depuis octobre 2023, Gaza fait face à des violences dévastatrices : au-delà de 50 000 morts palestiniens, dont plus de 15 000 enfants.

La Cour internationale de justice a évoqué un risque avéré de génocide. Les bombardements et les ordres de déplacements forcés aggravent la crise humanitaire et contraignent la population à subir des cycles répétés de violence alors que la nourriture, l'eau, les abris et les soins médicaux sont de plus en plus rares.

Selon le [rapport](#) [de Médecins du Monde sur la malnutrition dans l'enclave palestinienne en 2024](#), près de 25 % des bébés de moins d'un an souffrent de malnutrition, alors que 19 % des femmes enceintes et allaitantes sont atteintes de malnutrition aiguë. Les bombardements, blocages et restrictions multiples de l'aide humanitaire rendent la situation encore plus insupportable. Deux millions de personnes, soit presque la population entière de Gaza, sont déplacées, entraînant une insécurité alimentaire ainsi qu'une malnutrition généralisées.

L'action humanitaire prise pour cible

À Gaza, les attaques contre les travailleurs.euses humanitaires et les soignant.e.s se sont intensifiées, en violation flagrante du droit international humanitaire. 670 attaques ont systématiquement ciblé des services de santé et des institutions médicales, faisant 886 morts, dont 623 travailleurs de santé, et 1 355 blessés. Le réseau de santé est largement détruit, aucune structure étant pleinement fonctionnelle et la moitié des hôpitaux opérant partiellement.

Le 10 juin 2025, un bâtiment abritant un bureau de Médecins du Monde à Deir el-Balah, pourtant officialisé comme site humanitaire et déconflictué, a été frappé par des drones sans avertissement préalable. L'attaque a fait au moins huit morts. Situé au cœur d'une zone regroupant de nombreuses ONG et personnes déplacées, ce site jouait un rôle crucial dans la coordination de l'aide humanitaire. À ce jour, aucune explication n'a encore été fournie par le Bureau de coordination et de liaison israélien (CLA).

En réponse à cette violence constante et au rythme épuisant des déplacements forcés et des bombardements, Médecins du Monde a développé davantage ses activités en offrant des soins de santé primaire dans les régions de Khan Younes et Deir el-Balah : traitement des maladies chroniques et transmissibles, premiers soins d'urgence, soins de santé sexuelle et reproductive, soins de santé mentale. Médecins du Monde mène un plaidoyer pour que le droit international humanitaire soit respecté, ainsi que la prestation en toute impartialité de soins de santé aux populations civiles.



Médecins du Monde témoigne à l'Assemblée nationale du Québec pour la santé des femmes enceintes migrantes à statut précaire

En 2024, Médecins du Monde a maintenu la pression politique afin d'obtenir une réponse concrète sur l'accès aux soins périnataux des femmes enceintes migrantes à statut précaire. Une lettre cosignée par Médecins du Monde et 44 organisations a été transmise au ministre de la Santé du Québec, sans réponse. Nous avons alors coordonné la publication d'une **lettre ouverte**  dans La Presse, cosignée cette fois par 102 organisations, dénonçant l'inaction gouvernementale et rappelant avec force que toutes les femmes ont « le droit d'accoucher en sécurité et dans la dignité », peu importe leur statut migratoire.

La réponse officielle négative du ministre a suscité une réaction immédiate dans la sphère politique : une **pétition**  lancée par le Parti libéral du Québec qui a récolté plus de 3 000 signatures et le dépôt par Québec solidaire du **projet de loi n° 894**  visant à étendre l'admissibilité à la RAMQ et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes enceintes vivant au Québec, sans égard à leur statut migratoire.

Pour marquer cette étape, en décembre 2024, Médecins du Monde a pris la parole lors d'une **conférence de presse**  tenue à l'Assemblée nationale du Québec réitérant l'urgence d'agir et l'indignation face à une exclusion qui met des vies en danger.

En défendant ce droit fondamental, Médecins du Monde et ses allié-e-s rappellent qu'aucune femme ne devrait être contrainte de choisir entre sa sécurité et sa santé pour des raisons strictement administratives. Il s'agit d'un impératif de santé publique, de justice sociale et de dignité humaine.

Témoignage reçu à la suite de notre passage à l'Assemblée nationale

« Nous avons payé tous les frais d'accouchement, de suivi et de consultations pour mon épouse et notre bébé. Vous pouvez imaginer le stress dans notre vie. Pour subvenir à nos besoins, mon épouse a repris le travail trois mois après la naissance de notre fils. Nous souhaitons vivement que les autres arrivant.e.s ne vivent pas les mêmes difficultés. Merci de vos efforts, vous êtes merveilleux ! »

— Utilisateur de la Clinique



Nos réactions à chaud à la sortie de la conférence de presse





L'ANNÉE 2024-2025 EN BREF

Nos Actions Publiques

Protection des humanitaires et des soignant.e.s

Lors de deux conférences tenues à [Ottawa](#) et [Montréal](#) en septembre 2024, Médecins du Monde Canada a réuni des acteurs clés du secteur humanitaire afin de réclamer des mesures concrètes de protection pour le personnel humanitaire et médical, de plus en plus ciblé par des opérations armées dans les zones de conflit. Olivier Vandecasteele, travailleur humanitaire belge et fondateur de Protect Humanitarians, a contribué à cette initiative. Les intervenant.e.s ont appelé à des efforts conjoints de la part des États et des ONG pour renforcer la sécurité du personnel humanitaire, en particulier celle des travailleur.e.s locaux, qui représentent 95 % des victimes. Le panel a souligné les responsabilités partagées des États et des ONG dans l'amélioration de ces mesures de protection.

Cette mobilisation s'inscrit dans le prolongement d'un [rapport](#) publié en 2023 soulignant déjà l'urgence de la situation. Merci à tous les panélistes et aux partenaires de ces deux événements : Ambassade de Belgique, Action contre la faim, Humanité & Inclusion, Islamic Relief, Coopération Canada et la Coalition Humanitaire, l'Observatoire Canadien sur les crises et l'Action Humanitaires (OCCA) et Amnesty internationale Canada francophone.

Crise des opioïdes : un appel à la dignité lancé au Parlement

Le 12 novembre 2024, Pénélope Boudreault, notre directrice des opérations nationales et infirmière, [a témoigné à la Chambre des Communes](#) dans le cadre de l'étude sur la crise des opioïdes et des drogues toxiques au Canada. Elle a lancé un appel clair : il est temps de soutenir, et non de punir.

Sur le terrain, nos équipes constatent une hausse dramatique des surdoses et une aggravation de la précarité. Médecins du Monde a plaidé pour des solutions qui sauvent des vies : prioriser les mesures de réduction des risques et des méfaits, financer et encourager la collaboration entre les pair.e.s, les organismes communautaires et le système de santé.

Itinérance au féminin : Médecins du Monde aux États généraux de l'itinérance

Dans le cadre des 4^e États généraux de l'itinérance tenus à Québec en novembre 2024, Médecins du Monde a alerté sur l'invisibilisation des femmes en situation de grande précarité – en particulier les femmes autochtones, migrantes à statut précaire ou utilisatrices de substances. Elles font face à un cumul de violences et d'obstacles systémiques, notamment en matière d'accès à un logement sécuritaire, à des soins de santé adaptés et à une protection contre la violence basée sur le genre.

Avec ses partenaires de première ligne - la Maison communautaire Missinak, la clinique SPOT et la coopérative SABSA - Médecins du Monde a animé une table ronde, devant plus de 450 acteur-trice-s communautaires, institutionnel-le-s et politiques pour proposer des solutions concrètes à cette crise. Les intervenantes ont appelé au développement de refuges non mixtes, à l'accès à des soins culturellement sécurisants, au soutien à l'autodétermination des femmes et à la formation des intervenant.e.s aux réalités spécifiques de ces populations.

Pour une régularisation inclusive : agir pour la santé et la justice migrante

En 2021, le gouvernement fédéral annonçait son intention de mettre en place un programme de régularisation pour les personnes sans statut. Cependant, aucune garantie n'a été donnée quant à son accessibilité universelle ni à son caractère véritablement inclusif. En novembre 2024, Médecins du Monde Canada a participé à la semaine d'action de la Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante (CQRJM), qui comprenait également une manifestation, afin d'exiger un programme de régularisation ambitieux, juste et sans exclusion. Garantir un statut migratoire sécurisé, c'est garantir l'accès aux soins, la stabilité, la protection contre l'exploitation et le droit de vivre en santé. Comme le résumait si bien nos équipes : « Le premier soin que nous aimerions offrir aux personnes migrantes, c'est une régularisation. »

Itinérance et cohabitation sociale

En juillet 2024, la Ville de Montréal a confié à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le mandat de mener une vaste consultation sur la cohabitation urbaine et les politiques en matière d'itinérance. Au cours de l'hiver 2025, Médecins du Monde Canada a activement pris part à cette consultation et a soumis un mémoire intitulé **Soutenir et adapter plutôt que cacher et punir** , qui plaide pour une approche inclusive, non répressive et fondée sur la réduction des risques et des méfaits. En parallèle, Médecins du Monde a également déposé une série de témoignages de personnes en situation d'itinérance, pour valoriser ces voix souvent marginalisées. Toute politique sur l'itinérance doit être coconstruite avec les personnes concernées, en tenant compte de leurs réalités, besoins et aspirations.

En juin 2025, l'OCPM a publié son rapport **Itinérance et cohabitation sociale à Montréal** , qui reprend de nombreuses recommandations de Médecins du Monde, dont: bonifier le financement des organismes communautaires et alléger les lourdeurs administratives, mettre en place un moratoire sur les démantèlements de campements tant que des alternatives dignes et suffisantes ne sont pas offertes, former les employé·es municipaux sur les réalités de l'itinérance, impliquer les personnes concernées dans toutes les étapes des services qui les touchent, protéger le droit à l'existence dans l'espace public, fin des aménagements urbains hostiles et des contraventions pour des actes de survie, installation d'infrastructures sanitaires accessibles 24/7.



Nos réactions à chaud à la sortie de la conférence de presse

Participation à la 69e Commission de la condition de la femme à l'ONU

Au siège de l'ONU à New York, Nathaniel Allaire Sévigny, coordonnateur des programmes internationaux, a représenté Médecins du Monde Canada dans le cadre de la 69e session de la Commission de la condition de la femme (CSW69) en tant que membre de la délégation du Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE). Cet événement a été l'occasion d'échanger sur les enjeux liés à l'égalité des genres et aux droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR).

Parmi les moments marquants: le témoignage puissant d'une jeune paire-éducatrice d'Afrique centrale, qui a rappelé l'importance de briser les tabous, mobiliser les familles, ainsi que favoriser l'accès à une éducation sexuelle dans les langues locales. Cette affirmation était un écho direct à nos actions menées au Bénin, au Burkina Faso et en Haïti dans le cadre du projet RESPECT.





L'ANNÉE 2024-2025 EN BREF

Loi 103 sur les sites de consommation supervisée : un recul pour la santé publique au Québec

À la suite du projet de loi 103 déposé en mai 2025 par Lionel Carmant, le ministre québécois responsable des Services sociaux, Médecins du Monde Canada, l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ), ainsi que 26 autres organismes d'une coalition œuvrant en réduction des risques et des méfaits ont exprimé leurs préoccupations.

Alors que des inquiétudes existent parmi la population en raison de la proximité de certains sites de consommation supervisée, ce projet de loi est présenté comme un outil de cohabitation harmonieuse. Toutefois, en pratique il risque de freiner dangereusement l'accès à ces services essentiels, alors que nous assistons à une crise des surdoses et de l'itinérance. À la veille des consultations, une coalition de 30 organismes, dont Médecins du Monde, a déposé un mémoire commun appelant au retrait immédiat de l'approche proposée. Jugé punitif et contraire aux principes de santé publique, ce projet de loi menace l'existence de plusieurs services de consommation supervisée. La coalition a formulé 13 recommandations auprès du gouvernement québécois afin de protéger ces services essentiels, qui sauvent des vies et garantissent le respect des droits des personnes qui les utilisent et en ont besoin.



Retour sur la présence de Médecins du Monde à l'Assemblée nationale

Accès aux soins pour tous les enfants : la promesse du PL83 toujours attendue

Adopté en 2021, le projet de loi 83 représentait une avancée significative en garantissant l'accès à la couverture de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) pour certains enfants auparavant exclus. En 2024, le comité de suivi de ce projet de loi, codirigé par Médecins du Monde et la Maison Bleue, a produit un rapport documentant les problématiques de sa mise en œuvre. Appuyé par des exemples de terrain démontrant que des enfants au Québec sont toujours privés des soins essentiels auxquels ils ont droit, le rapport présente une série de recommandations adressées aux autorités publiques, aux établissements de santé, aux organismes communautaires et aux professionnel·les concerné·es.

En défendant une mise en œuvre rigoureuse et équitable du PL83, Médecins du Monde et ses partenaires rappellent que le respect du droit à la santé des enfants ne peut dépendre ni du statut migratoire, ni des obstacles administratifs.

Itinérance : des services essentiels menacés

Entre 2018 et 2022, l'itinérance visible au Québec a augmenté de 44 %, signifiant alors une population d'au moins 10 000 personnes à travers la province. Depuis, ainsi qu'au cours de la dernière année, l'augmentation exponentielle de l'itinérance, particulièrement à Montréal, a continué de révéler les profondes fractures de notre société. Dans la métropole comme ailleurs, les crises du logement et des surdoses, ainsi que les tensions liées à la cohabitation sociale, ont alimenté la déshumanisation des personnes en situation d'itinérance.

Les refuges, cliniques mobiles et sites de consommation supervisée jouent un rôle crucial pour assurer un accès aux soins, réduire la précarité et prévenir les situations de crise : ce sont des piliers indispensables. Cependant, en matière de cohabitation sociale, la proximité de ces services essentiels génère de profondes préoccupations dans les communautés. Les politiques publiques et les pressions citoyennes cherchent à restreindre ces services plutôt qu'à les soutenir, aggravant ainsi la vulnérabilité des personnes y ayant recours. Il est impératif de renforcer ces soins, tout en s'assurant de réduire les tensions sociales.

Programmes pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir

L'itinérance ne s'arrête pas — la Clinique mobile non plus. Depuis 2014, la Clinique mobile de Médecins du Monde sillonne les rues, parcs et refuges de Montréal afin de rejoindre les personnes en situation d'itinérance là où elles se trouvent. Composée d'infirmières de proximité, de pair·e·s en réduction des méfaits, de navigatrices et navigateurs autochtones et de bénévoles, cette équipe interdisciplinaire accompagne et offre des soins sans jugement dans le respect, la confidentialité et la sécurité.

Véritable véhicule social pour lutter contre les barrières qui bloquent ou limitent l'accès aux soins de santé, la clinique mobile permet à toute personne, peu importe son statut ou ses conditions de vie, de recevoir des soins dignes, loin des regards et dans un espace sûr.

Témoignages

« On doit toujours bouger parce que personne ne veut de nous. Nous sommes les oubliés. »

— Anonyme

« Je me suis rendu à l'hôpital car mon coude était cassé. Le médecin a dit le contraire et immédiatement quitté. La radiographie a ensuite confirmé que mon coude était cassé. »

— Anonyme

BILAN DES ACTIVITÉS

Des soins de proximité dans 14 quartiers de la Ville de Montréal

En 2024, 2 078 rencontres ont été réalisées par l'équipe de la Clinique mobile composée de bénévoles, de pair·e·s en réduction des méfaits et d'infirmières.

917 consultations infirmières ont été effectuées auprès de 587 personnes, dont 345 faisant l'expérience d'une première visite.

Personnes accompagnées : 1 388, dont 43 % sont des femmes,

Sensibilisation et formation : 8 ateliers, 327 participant·e·s

8 ateliers de sensibilisation ont été offerts à 327 professionnel·le·s et futur·e·s professionnel·le·s de la santé. Ces ateliers ont couvert des sujets variés :

- Participation des patient·e·s partenaires dans les politiques de santé Militance VIH/sida et accès universel aux traitements.
- Pair-aidance et dynamiques de pouvoir entre pair·e·s et intervenant·e·s
- Réduction des méfaits : six séances sur la prévention des surdoses, l'usage de la naloxone et les bandelettes de détection de fentanyl.

Programme de santé Autochtone : vers des soins culturellement sécurisants

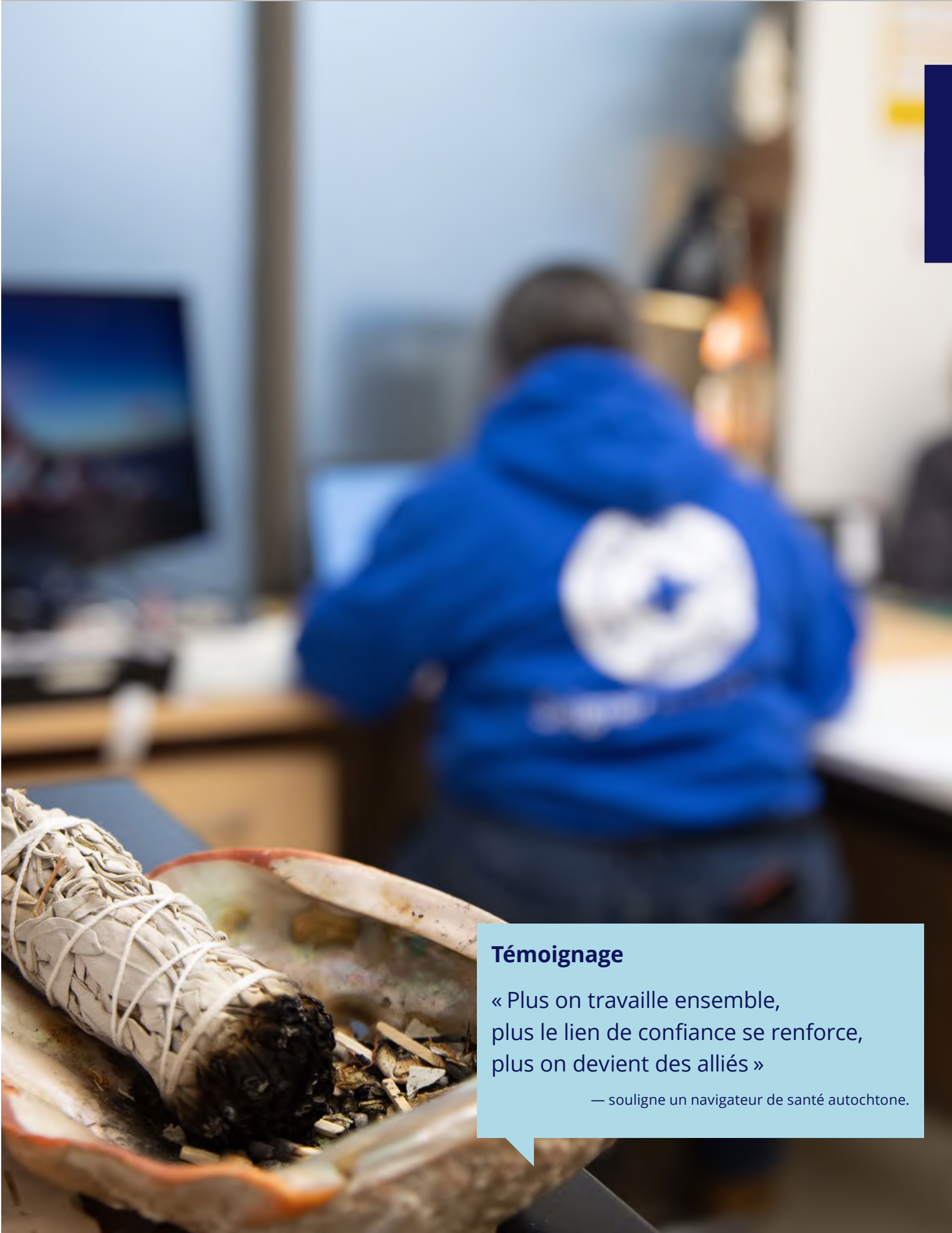
En matière de santé, les personnes Autochtones vivent du **racisme** et des injustices profondément enracinées dans la société et l'effacement culturel. Elles évitent souvent les établissements de soins, par crainte d'être jugées ou mal-traitées. Il aura fallu un événement tragique et filmé – le décès de Joyce Echaquan à l'hôpital de Joliette, en 2020 – pour que les discriminations soient exposées au grand jour.

À Montréal, les personnes Autochtones représentent 0,9 % de la population générale, mais 13 % des personnes en situation d'itinérance. À savoir, les troubles liés à des traumatismes, à l'isolement ou à la marginalisation rendent les démarches de soins particulièrement complexes.

Pour que les soins soient porteurs de guérison, il est impératif de reconnaître ces obstacles systémiques, de valoriser les savoirs autochtones et d'investir dans des approches sensibles et culturellement sécurisantes.

Navigation autochtone : pont entre le terrain et les institutions

Depuis 2018, des navigatrices et navigateurs autochtones accompagnent les membres des communautés Inuit, Métis et des Premières nations dans le système de santé. Véritables médiateurs entre les patient.e.s et le personnel de santé, ces personnes surmontent les barrières culturelles et créent des espaces de soins plus sûrs et mieux adaptés. Leur rôle dépasse l'accompagnement médical : ils tissent des liens durables, sont présents dans les milieux de vie et maintiennent l'accès aux services. En travaillant comme partenaires avec les communautés autochtones pour soutenir leurs priorités ce programme valorise les savoirs culturels et appuie leur autodétermination.



Témoignage

« Plus on travaille ensemble, plus le lien de confiance se renforce, plus on devient des alliés »

— souligne un navigateur de santé autochtone.

BILAN DES ACTIVITÉS

- Personnes accompagnées : 1 388, dont 43 % sont des femmes, à travers des interventions dans 7 quartiers montréalais, dont :
 - Centre-ville
 - Plateau Mont-Royal
 - Saint-Henri
 - Dorval, Verdun, Saint-Michel, autres

Sensibilisation et formation

8 ateliers réalisés auprès de 1 000 professionnel·le·s, étudiant·e·s et gestionnaires

Quelques exemples d'atelier :

- Présentations des projets de Médecins du Monde et de la Clinique de proximité autochtone aux étudiant.e.s en sciences infirmières de l'université McGill
- Symposium en santé publique autochtone de l'Université de Montréal
- 14^e Symposium national sur les hépatites virales – Prise en charge en milieu urbain autochtone



NOS COMBATS : PRÉCARITÉ ET EXCLUSION

« Ici, je me sens écoutée » : la clinique de proximité en santé autochtone

En 2023, le Centre d'amitié Autochtone de Montréal (CAAM) et Médecins du Monde Canada, en partenariat avec le Réseau de la communauté Autochtone à Montréal (RÉSEAU) et le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), ont lancé une clinique de proximité en santé autochtone. Située au sein même du CAAM, cette clinique permet l'accès à des soins culturellement sécuritaires et adaptés aux réalités multiples des personnes Autochtones, notamment celles en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Portée par une équipe incluant une infirmière praticienne spécialisée de première ligne d'origine Anishinaabe ainsi que des navigateurs et navigatrices autochtones, cette clinique permet également de bénéficier de savoirs traditionnels, en plus des autres services de santé. En outre, elle vise à améliorer l'accès aux services de soins spécialisés afin de réduire les passages répétés aux urgences des hôpitaux, dont les capacités d'accueil sont déjà souvent dépassées au Québec.

BILAN DES ACTIVITÉS

393 consultations offertes auprès de personnes autochtones en situation de précarité.

Parmi les personnes rencontrées, près de 41 % ont indiqué qu'elles n'auraient rien fait sans cette ressource, tandis qu'un peu plus de 26 % auraient eu recours à l'urgence. Cela révèle à la fois l'importance de ce service ainsi que son rôle dans la prévention de consultations hospitalières évitables.

Témoignages

« Ici, je me sens écoutée, comprise. Ça nous ressemble, c'est adapté pour nous. Ils connaissent nos réalités, nos besoins. »

— Une patiente de la clinique

« Une de mes patientes s'assoyait sans dire un mot. C'était sa manière d'instaurer une relation de confiance. Lorsque nécessaire, elle venait me voir pour des soins. Ces victoires discrètes sont immenses. »

— Lucie-Catherine Ouimet, infirmière praticienne spécialisée de première ligne, Médecins du Monde

La santé mentale: un engagement indispensable pour un mieux-être durable

Alors que 59 % des personnes en situation d'itinérance au Québec rapportent vivre avec un trouble de santé mentale (données de 2022), l'accès à des services psychologiques demeure dramatiquement insuffisant. Pourtant, ces personnes vivant avec les conséquences de traumatismes présents ou passés nécessitent un soutien continu. Malgré les données et les nombreux constats de terrain, il existe encore très peu d'initiatives concrètes. Cela maintient un vide criant et perpétuel.

La surspécialisation des services contribue également à l'exclusion des profils ne correspondant pas aux critères étroits déjà établis. Les personnes en situation d'itinérance ont souvent à la fois des troubles de santé mentale et des problématiques de dépendance, mais elles peinent à trouver des services pouvant traiter ces deux problèmes simultanément. Le système de santé fonctionne en silos : les services en santé mentale et ceux en dépendance sont deux mondes parallèles, incapables de collaborer efficacement. Les plus précaires se retrouvent ainsi sans soins adaptés à leur réalité.

À cela s'ajoutent les délais d'attente et le manque de services accessibles et adaptés. Les besoins des personnes en situation d'itinérance sont souvent jugés trop complexes pour les services de première ligne, mais ils ne correspondent pas aux critères très spécifiques des services spécialisés. La conséquence : des pans entiers de la population tombent entre les mailles du filet social.

Penser autrement la santé mentale : la psychologie communautaire à l'honneur

En mai 2025, la Dre Mylène Demarbre, psychologue et directrice clinique du programme santé mentale de Médecins du Monde, a participé au 92^e congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) dans le cadre d'un [Colloque sur l'alternative communautaire en santé mentale](#). Elle a également présenté les résultats de [la recherche Soutenir les intervenant.e.s communautaires](#), menée en partenariat avec le Groupe de recherche sur l'inscription sociale et identitaire des jeunes adultes (GRIJA),

À titre d'experte invitée, la Dre Demarbre a rédigé l'article [Introduction au dossier – Psychologie communautaire : créer du possible](#), apparaissant dans l'édition juin 2025 du magazine Psychologie Québec, publié par l'Ordre des psychologues du Québec. À cela s'ajoute une seconde contribution, cette fois en collaboration avec les psychologues Dre Catherine Ethier et Pierre Létourneau : [La clinique hors de ses murs : psychothérapie auprès de personnes marginalisées](#).

Écouter, soigner, reconstruire : MdM intensifie son soutien psychologique aux femmes

Soutien pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir

Depuis 2015, Médecins du Monde est l'une des seules organisations qui offre des services de soutien psychologique aux personnes en situation d'exclusion sociale ou de grande précarité à Montréal. Itinérance, consommation, travail du sexe, criminalisation, précarité : peu importe ses difficultés, la personne est accueillie avec ouverture et flexibilité, sans jugement. Nous écoutons et respectons ses besoins.

L'équipe de psychologues de Médecins du Monde met en œuvre une [pratique diversifiée et de proximité](#), qui offre des séances de psychothérapie directement au sein des organismes communautaires, là où se trouvent les personnes désaffiliées. Une nouvelle collaboration aux côtés des femmes

Depuis mars 2025, Médecins du Monde collabore avec La Rue des Femmes, un organisme de Montréal se consacrant aux femmes en situation d'itinérance. Sur une base hebdomadaire, deux membres de notre équipe interviennent auprès de femmes sur deux sites distincts gérés par l'organisme, soit un refuge d'urgence ainsi qu'un centre de jour leur permettant de proposer des suivis à long terme ou des suivis ponctuels en fonction des besoins des femmes.

BILAN DES ACTIVITÉS

1 401 consultations psychologiques offertes à des personnes en grande précarité, dont 68 % sont des hommes, 31% des femmes et 1% s'identifient autrement

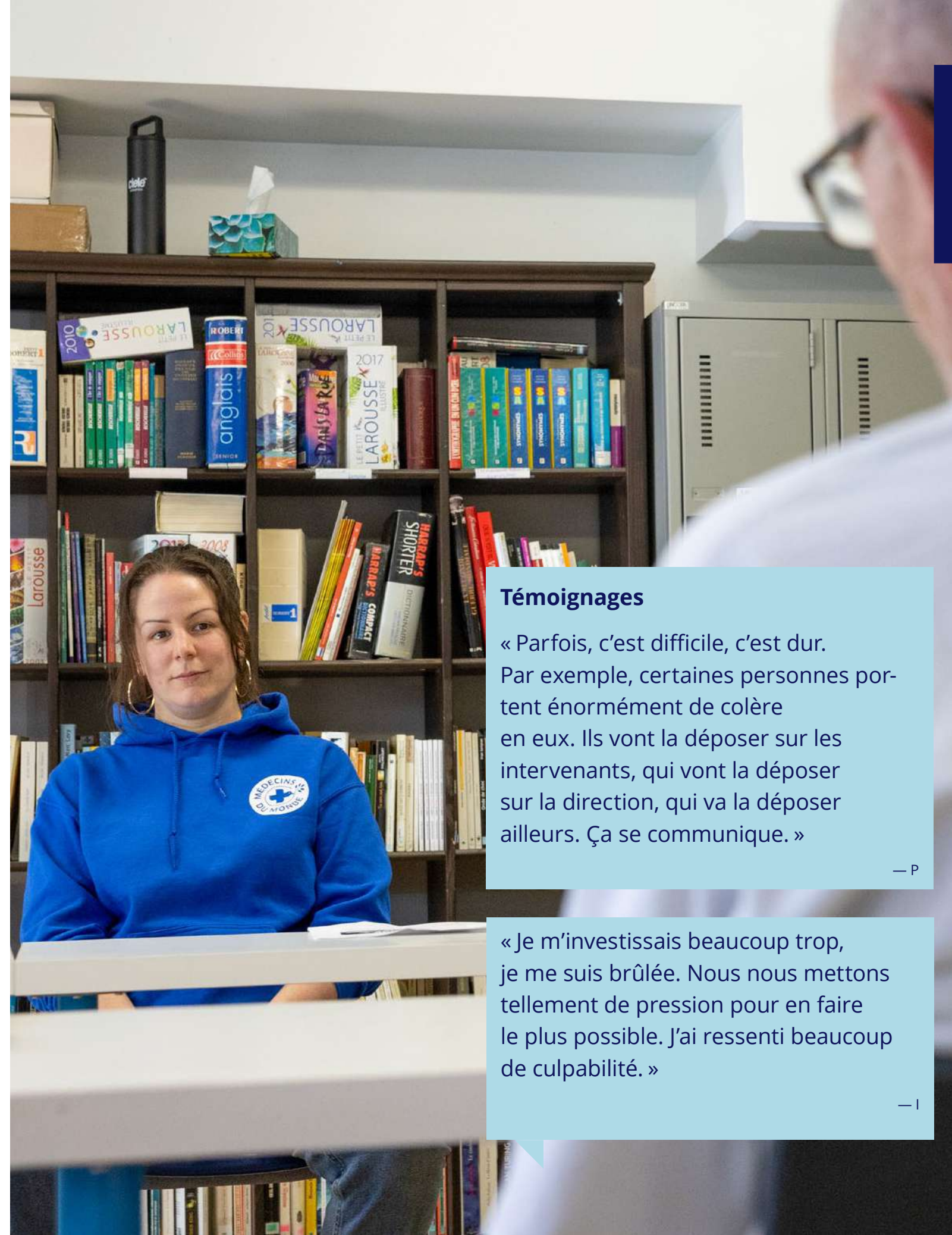
Nos psychologues ont été présents sur cinq sites différents couvrant le Nord, le Centre-Sud et le Sud-Ouest de la Ville de Montréal.

Un-e intervenant-e sur cinq en détresse

Soutien pour les intervenant.es et les pair.es aidant.es communautaires

Alors qu'un-e travailleur-euse communautaire sur cinq atteint le seuil reconnu de détresse psychologique, Médecins du Monde agit pour prendre soin de celles et ceux qui, chaque jour, soutiennent les personnes les plus marginalisées.

Depuis 2001, nous offrons un programme de soutien psychologique, confidentiel et multilingue destiné aux intervenant-es et pair-es aidant-es œuvrant dans les domaines de l'itinérance, de la dépendance et du travail du sexe. Ce programme comprend des séances de psychothérapie individuelle, de supervision clinique de groupe, ainsi que des espaces de formation, de partage et de ressourcement.



BILAN DES ACTIVITÉS

108 intervenant-es ont bénéficié d'un accompagnement individuel, provenant de 76 organismes communautaires partenaires.

La Communauté d'apprentissage en santé mentale et itinérance (CASMI) a permis à 12 organismes de se réunir lors de 6 rencontres, favorisant le soutien entre pair.e.s et le développement des connaissances liées à l'intervention sociale.

Témoignages

« Parfois, c'est difficile, c'est dur. Par exemple, certaines personnes portent énormément de colère en eux. Ils vont la déposer sur les intervenants, qui vont la déposer sur la direction, qui va la déposer ailleurs. Ça se communique. »

— P

« Je m'investissais beaucoup trop, je me suis brûlée. Nous nous mettons tellement de pression pour en faire le plus possible. J'ai ressenti beaucoup de culpabilité. »

— I

Politiques migratoires restrictives : des impacts directs sur la santé

Le durcissement des politiques migratoires précarise un nombre de personnes toujours plus important. L'octroi ou le renouvellement de certains statuts a été soit gelé, soit réduit, ou l'obtention de statuts permanents retardés. Cela a un impact direct sur la santé des personnes migrantes à statut précaire et sur leur accès à une couverture médicale. En outre, plusieurs statuts temporaires, octroyés sur des bases humanitaires pour accueillir des gens fuyant des conflits ou des catastrophes naturelles, ne prévoient pas de couverture. Par exemple, les personnes palestiniennes en provenance de Gaza, y compris les enfants, n'ont qu'une couverture de trois mois. Le Québec est le seul endroit au Canada à refuser de leur assurer des soins de santé, malgré les recommandations du gouvernement fédéral.

DANS LES MÉDIAS : Privé-es d'assurance maladie : témoignage d'un réfugié de Gaza au Québec [🔗](#)

Programmes pour les personnes migrantes à statut précaire : face aux reculs politiques, des services plus vitaux que jamais

Quand personne n'écoute, Médecin du Monde répond

Depuis 2011, Médecins du Monde est la seule organisation au Québec opérant une clinique destinée exclusivement aux personnes migrantes à statut précaire qui ne sont pas couvertes par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), ni par le Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI), et qui ne bénéficient pas d'assurances privées ni de moyens financiers pour accéder à des soins de santé.

Notre équipe multidisciplinaire, composée d'infirmières, de travailleuses sociales, de pair.e.s migrant.e.s, de psychologues et de médecins bénévoles, offre des soins de santé et un accompagnement social aux personnes migrantes à statut précaire n'ayant autrement pas accès aux services. Elle les soutient également dans leurs démarches d'immigration et d'intégration, et les réfère vers des ressources juridiques. La Clinique contribue aux efforts de santé publique en matière de prévention et de dépistage des ITSS, du VIH/SIDA et d'autres enjeux de santé. Elle informe également les personnes sur leurs droits en matière de santé.

TÉMOIGNAGES

L'animation se fait avec un.e organisateur.trice communautaire de la CJM et un.e travailleur.se de proximité de Médecins du Monde. On en profite pour inclure des informations essentielles sur l'accès aux soins de santé, puisque la précarité migratoire amène de nombreuses et grandes préoccupations à ce sujet. Vu les besoins criants sur le terrain, la popularité des ateliers est très claire ; nous sommes réinvités ainsi qu'ap-prochés par de nouveaux groupes communautaires.

— Camille Bonenfant, organisatrice communautaire et co-coordinatrice de la Clinique pour la justice migrante (CJM)

Certain.e.s de nos usager.ère.s ont pu bénéficier de corridors de services médicaux mis en place par Médecins du Monde. Cet appui est inestimable, car la CJM représente plusieurs personnes aux statuts d'immigration très précaires, qui nécessitent des soins multiples, mais n'ont pas accès aux services publics. Notre superbe collaboration permet une meilleure prise en charge holistique de nos usager.ère.s.

— Annick Legault, avocate à Clinique pour la justice migrante (CJM)

BILAN DES ACTIVITÉS

2 265 personnes se sont présentées à la Clinique de Médecins du Monde

Au total, 1 525 consultations ont été assurées par notre équipe interdisciplinaire :

- 962 consultations infirmières pour 603 personnes
- 316 consultations en travail social pour 308 personnes, totalisant 796 suivis
- 247 consultations médicales assurées par nos médecins bénévoles pour 170 personnes

Sensibilisation

22 ateliers destinés aux professionnel.le.s et futur.e.s professionnel.le.s de la santé, rejoignant environ 890 participant.es.

67 personnes ont complété la formation « Statuts et soins », ce qui contribue à renforcer la capacité des professionnel.le.s et futur.e.s professionnel.le.s de la santé, ainsi que celle des intervenant.e.s sociaux, à accompagner les personnes migrantes de manière sensible et éclairée.

Un travail de proximité en rotation dans 25 quartiers de la région montréalaise

Depuis février 2021, des intervenant.e.s de proximité et des pair.e.s migrant.e.s de Médecins du Monde sont présent.e.s dans plusieurs quartiers montréalais afin d'entrer en contact avec les personnes migrantes à statut précaire. Directement dans leurs milieux, ces intervenant.e.s identifient leurs besoins, les informent de leurs droits et les renseignent sur les services dont elles peuvent bénéficier.

Les personnes migrantes de plusieurs quartiers sont ainsi mieux informées, orientées et soutenues dans leurs accès aux services municipaux et communautaires montréalais, favorisant ainsi des conditions optimales pour leur bien-être.



BILAN DES ACTIVITÉS

296 sorties par notre équipe de proximité dans 25 quartiers du Grand Montréal, assurant une présence constante et proactive auprès des personnes migrantes les plus marginalisées.

Grâce à ce déploiement, **606 personnes** ont été rejointes et accompagnées, dont **42 ayant bénéficié d'un accompagnement individuel vers les services ou ressources adaptés à leurs besoins.**

Un monde en crise : Les impacts humanitaires De l'intensification des conflits

L'action humanitaire est confrontée à une escalade sans précédent des violences, faisant de l'année 2024 la plus meurtrière jamais enregistrée pour les travailleurs humanitaires. Avec 823 personnes tuées, blessées ou enlevées, la dangerosité des contextes d'intervention est devenue une réalité tragique et alarmante. Le personnel national de première ligne a payé le plus lourd tribut, représentant 97 % des victimes. Près de 40 % des attaques recensées contre l'aide humanitaire ont eu lieu à Gaza, dans un contexte de violations répétées du droit international humanitaire. Les infrastructures de santé sont devenues des cibles directes, menaçant l'accès aux soins pour des millions de personnes.

Alors que les conflits armés s'intensifient et se multiplient – Gaza, Haïti, Ukraine, Soudan, Liban, République démocratique du Congo – une personne sur huit vit désormais sous la menace directe de la violence. Les femmes et les filles sont particulièrement affectées : l'augmentation des violences basées sur le genre et l'utilisation du viol comme arme de guerre intensifient leur précarité et les dangers auxquels elles sont exposées.

Parallèlement, l'aggravation des crises climatiques amplifie cette instabilité : cyclones, inondations et vagues de chaleur records ont provoqué des pertes humaines considérables et le déplacement de populations entières. Ces contextes tendus et ces crises imbriquées fragilisent davantage les systèmes de santé, d'éducation et de soutien social, laissant les populations locales sans ressources essentielles.

Ces intensifications mettent la capacité de résilience des communautés les plus vulnérables à très rude épreuve. Plus que jamais, en assurant un accès aux soins et en défendant le droit à la santé pour toutes et tous, Médecins du Monde poursuit son engagement aux côtés de celles et ceux qui subissent ces crises et en vivent les conséquences désastreuses.



Caraïbes

NOTRE COMBAT : ESPACE ET CRISES HUMANITAIRES

Haïti : la violence explose, la santé s'effondre

En 2024, le bilan des violations des droits de l'homme s'est alourdi de manière significative en Haïti. Plus de 5 600 personnes ont été tuées, soit une augmentation de 20 % en un an. 2 212 personnes ont été blessées et près de 1 500 kidnappées. Entre janvier et novembre 2024, selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies (ONU), 5 857 incidents de violences basées sur le genre ont été déclarés, dont 69 % impliquaient des violences sexuelles. En décembre 2024, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) identifiait un total de 1 041 229 personnes déplacées internes, soit 9 % de la population haïtienne.

Seuls 37 % des établissements de santé de la capitale Port-au-Prince sont encore fonctionnels, mais souvent inaccessibles en raison de l'insécurité. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), seuls 10 % des établissements de santé en Haïti sont pleinement opérationnels. Selon l'ONU, plus de 40 000 travailleurs de la santé ont fui le pays en raison de la violence. Le système public souffre d'un **sous-financement** [chronique](#) et d'une pénurie de ressources. De plus, le personnel, les patient.e.s et les institutions de santé sont pris pour cible, **une situation condamnée fermement par Médecins du Monde** [du Monde](#) [↗](#). Alors que 5,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, la réponse internationale reste largement insuffisante. Médecins du Monde continue d'alerter sur une crise négligée et oubliée.

Haïti, 15 ans après : une crise humanitaire et sanitaire sans précédent

En janvier 2024, Haïti commémorait les 15 ans du séisme meurtrier de 2010. Aujourd'hui, le pays fait toujours face à une spirale de violence continue, qui s'ajoute aux multiples défis sanitaires, humanitaires et sécuritaires qui sévissaient déjà. Dans un article, publié sur notre site Web, Médecins du Monde rend hommage à toutes les personnes affectées par la catastrophe, revient sur ses actions, et alerte sur une crise humanitaire aussi violente que le séisme et en constante aggravation.

Témoignage

« Le séisme de 2010 a touché un système sanitaire déjà peu optimal, et depuis deux ans, les institutions sont attaquées et ne peuvent pas fonctionner correctement. Une grande partie de la population a difficilement accès aux soins de santé. »

— Coordonnateur médical pour Médecins du Monde en Haïti



Écouter le témoignage de notre coordonnateur médical en Haïti

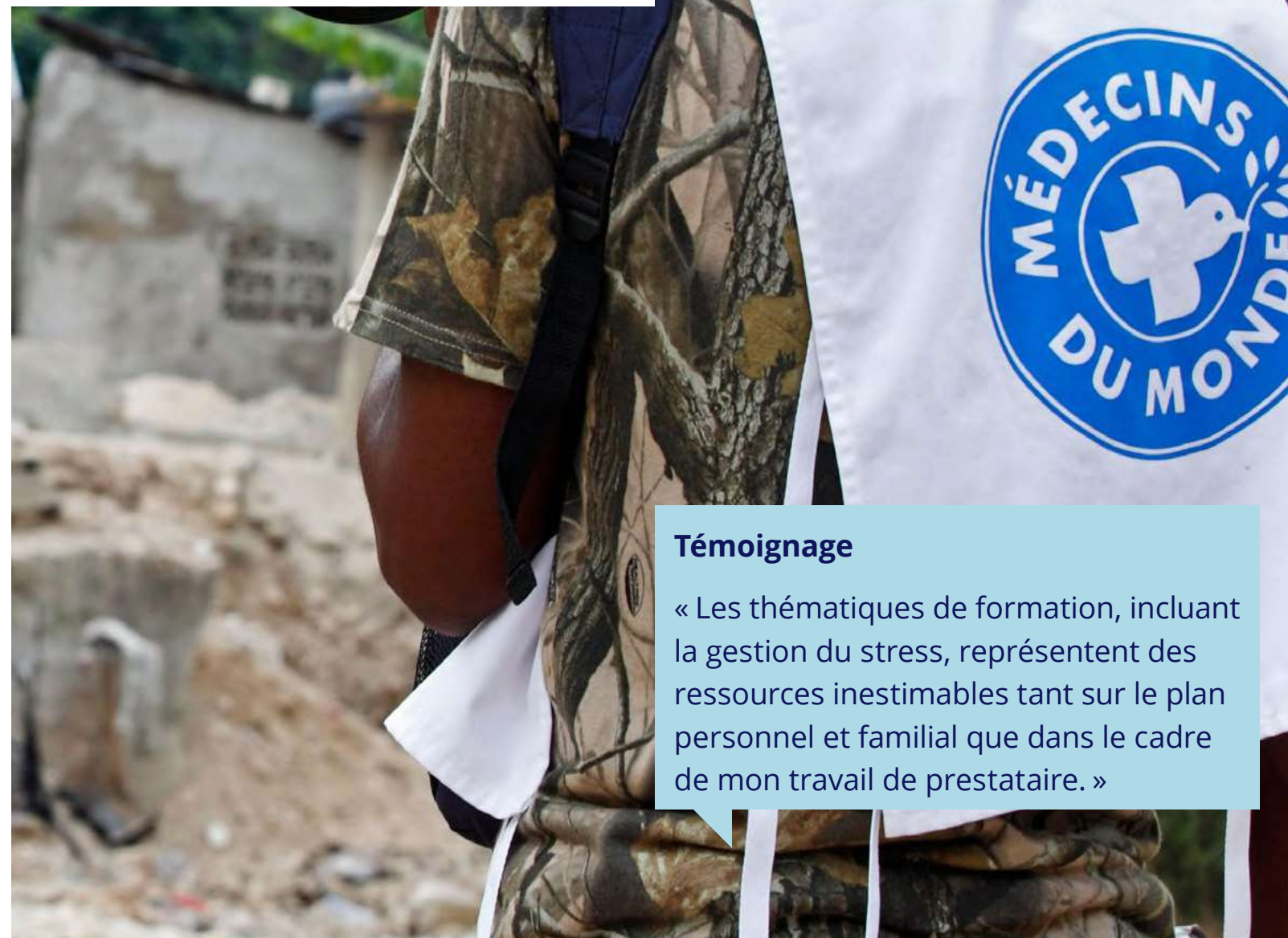
Santé mentale : entre violences et stigmatisation, la détresse psychologique s'aggrave en Haïti

En Haïti, la stigmatisation de la santé mentale persiste, freinant ainsi le recours aux services de soutien psychologique. Déjà que l'intégration des services de santé mentale en milieu hospitalier est très faible, et que les soins sont souvent coûteux, les accès sont davantage drastiquement réduits par le climat de violence et d'insécurité.

Le fait qu'un grand nombre de personnes ont subi, ou craignent de subir, les violences extrêmes perpétrées par des groupes armés entraîne de graves traumatismes. À ces craintes s'ajoutent la précarité, l'insécurité, le déplacement de la population, les violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que l'absence d'espace sûrs, qui sont tous vecteurs de troubles de santé mentale. Pour les soignants, les besoins en matière de formation en premiers secours psychologiques, notamment pour la gestion du stress et du deuil, sont criants.

Renforcer l'appui en santé mentale et soutien psychosocial en Haïti

Grâce au soutien du ministère québécois des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), Médecins du Monde Canada a pu renforcer son soutien en santé mentale et soutien psychosocial en Haïti. Des formations, des causeries ainsi que des consultations individuelles de soutien psychosocial ont été offertes dans les départements de l'Ouest et du Nord-Ouest, notamment dans les communes de Cité Soleil, Delmas, Tabarre, Port-de-Paix, Chansolme, Bassin Bleu et Saint-Louis-du-Nord.



Témoignage

« Les thématiques de formation, incluant la gestion du stress, représentent des ressources inestimables tant sur le plan personnel et familial que dans le cadre de mon travail de prestataire. »

BILAN DES ACTIVITÉS

Briser les tabous sur la santé mentale par la formation et la sensibilisation.

En 2024, Médecins du Monde a renforcé les capacités de **346 acteur·trice.s clés de la communauté**, leur donnant les outils nécessaires pour améliorer durablement la santé et le bien-être autour d'eux.

- **61 matrones et 61 agents de santé communautaires (ASCP)** : premières lignes du système de santé communautaire.
- **81 leaders communautaires** formés pour relayer les messages de santé au sein de leurs milieux.
- **65 pairs éducateur·trice.s**, adolescent·e·s et jeunes, formés pour parler à leurs pairs.
- **39 femmes enceintes et allaitantes**, sensibilisées à leur santé.
- **39 membres du personnel de Médecins du Monde Canada**, outillés pour mieux accompagner les populations.

Un accompagnement psychosocial continu et essentiel

Médecins du Monde a assuré **près de 1 500 consultations individuelles** au cours de l'année.

- **567 nouvelles demandes** de consultation reçues (dont 416 femmes et 151 hommes)
- **872 consultations de suivi** réalisées (dont 625 femmes et 247 hommes)

Définition Matrone : En Haïti, quand on parle de « matrone », on fait référence à **une femme de la communauté, respectée, qui aide les femmes à accoucher et à traverser les étapes importantes de la maternité**, souvent avec des moyens traditionnels.

Un nouveau partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations

Ce projet vise à améliorer l'accès à des services de soutien psychosocial adaptés pour les personnes vivant dans des sites de déplacés, en réponse à l'aggravation des conditions sécuritaires et humanitaires dans la région de Port-au-Prince. Depuis 2023, les violences commises par des groupes criminels organisés ont entraîné des déplacements massifs de populations, avec un impact considérable sur la santé mentale.

Cette initiative permet d'offrir un accompagnement de proximité au sein des six camps de déplacés de Port-au-Prince, où deux équipes psychosociales sont déployées pour réaliser différentes activités.



BILAN DES ACTIVITÉS

Un accompagnement de proximité pour les personnes déplacées

En 2024, Médecins du Monde a permis à des centaines de personnes de bénéficier d'un soutien en santé mentale :

- **158 personnes** ont reçu un **soutien psychologique individuel** dans un cadre confidentiel et sécurisant.
- **16 séances de groupe** ont permis de rejoindre **2 048 participant·e·s**, favorisant l'expression collective, le soutien mutuel et la résilience communautaire.

Pour répondre à des besoins plus complexes, un **système de référence** a été mis en place, permettant d'**orienter 12 personnes déplacées internes** vers des services spécialisés en psychologie ou en psychiatrie.

Mieux comprendre pour mieux agir : la force de la sensibilisation

- **595 personnes** ont participé à **16 ateliers de sensibilisation**, abordant des thèmes essentiels :
 - Gestion des émotions
 - Reconnaissance des signes de stress
 - Compétences interpersonnelles
 - Déstigmatisation de la santé mentale
 - Rôle des professionnel·le·s en santé mentale

Des espaces pour reconstruire, surtout pour les plus jeunes

- **413 enfants** ont participé à des **activités récréatives et socioéducatives**, pensées pour favoriser le bien-être.

Choléra : Conséquence de l'effritement des infrastructures

Sur une période de 12 ans, l'épidémie de choléra en Haïti a causé près de 10 000 décès. Pendant 10 ans, Médecins du Monde a joué un rôle clé, ses actions de prévention, de traitement et de sensibilisation ayant atteint plus de 141 000 personnes. En 2022, lors d'une cérémonie officielle marquant l'élimination du choléra en Haïti, les efforts de l'équipe de Médecins du Monde ont été salués par le premier ministre et son gouvernement.

Toutefois, la crise sécuritaire, l'accès limité à l'eau potable et le manque de financement en santé laissaient craindre à une résurgence de la maladie. Celle-ci s'est malheureusement confirmée dès octobre 2022. En 2024, Haïti a enregistré 10 556 cas de choléra et 162 décès ([source](#) ).



BILAN DES ACTIVITÉS

Un personnel de santé mieux préparé

- 63 professionnel·le·s de santé ont reçu une formation ciblée, essentielle pour améliorer la qualité des soins.

Une réponse directe aux besoins médicaux

- 6 098 consultations externes ont été réalisées.

Des agents de santé communautaire en première ligne

- 106 agents de santé communautaire polyvalents ont été formés, devenant des relais essentiels pour la prévention et la prise en charge de proximité.
- 93 agents de santé communautaire polyvalents soutenus dans leur travail quotidien — un maillage vital pour renforcer l'accès aux soins.



Moyen-Orient

NOTRE COMBAT : ESPACE ET CRISES HUMANITAIRES

Liban

Le conflit dans la bande de Gaza s'est étendu au Liban. Le pays a subi des attaques israéliennes répétées, en particulier à Beyrouth, dans la région de la Bekaa ainsi qu'au sud du pays. **L'escalade de la violence** [↗](#) a fait de nombreuses victimes : près de 3 700 morts et 1 700 blessés au 25 novembre 2024, selon le ministère libanais de la Santé publique.

Cette crise a également provoqué le déplacement d'au moins 1,3 million de personnes. Des hôpitaux, des installations d'eau et des écoles ont été endommagés ou détruits, perturbant l'accès aux services vitaux, tandis que les centres de soins de santé primaire restés fonctionnels ont été rapidement dépassés par l'afflux de patients. L'escalade des conflits au Moyen-Orient a gravement affecté le Liban, avec 1,2 million de personnes déplacées internes qui font face à de graves vulnérabilités telles que des abris inadéquats, un accès limité aux soins de santé et une détresse psychologique croissante.

Malgré un **cessez-le-feu** [↗](#) signé en novembre 2024, des violations continues, notamment des frappes israéliennes, retardent le retour des personnes déplacées. L'afflux au Liban de réfugiés syriens, découlant de la chute du régime Al-Assad, augmente également la pression sur les ressources locales, aggravant les tensions entre réfugiés et communautés locales. En mars 2025, 8 300 Syriens avaient franchi la frontière, accentuant la crise humanitaire croissante à Akkar.

Afrique

NOTRE COMBAT : ESPACE ET CRISES HUMANITAIRES

Maroc : un séisme qui secoue toujours

Le 8 septembre 2023, un séisme de magnitude 8,3 a frappé le Maroc, suivi de répliques de magnitudes 4,9 et 4,5. Ces secousses ont été particulièrement dévastatrices pour les provinces d'Al Haouz et de Taroudant. Le bilan total est lourd, avec 2 901 morts et plus de 6 000 blessés, et l'impact sur la santé mentale des populations est significatif. Les personnes déjà vulnérables, soit celles en situation de handicap, les femmes, les filles, les travailleur.euse.s du sexe, les survivant.e.s de violences basées sur le genre, les diverses personnes OCSIEG (orientation, caractères sexuels, identité et expression de genre) ainsi que celles en situation de migration, étaient toujours particulièrement affectées en 2024.

Sur le terrain, la caravane médicale de Médecins du Monde est intervenue dans un collège de Marrakech afin d'offrir des consultations médicales et psychologiques aux élèves, en plus de distribuer des trousseaux d'hygiène. La caravane a également renforcé les capacités d'intervenant.e.s de première ligne, offert des formations à des acteur.rice.s de terrain, ainsi que mené des activités de santé mentale et de soutien psychologique pour mieux accompagner les personnes affectées par le séisme, les répliques et la destruction. Près de 4 500 personnes ont bénéficié de ces soins.

BILAN DES ACTIVITÉS

Caravanes médicales : des soins là où ils sont attendus

- 328 collégien.ne.s et lycéen.ne.s déplacés de la province d'Al Haouz ont bénéficié de consultations médicales et psychologiques, ainsi que de la distribution de trousseaux d'hygiène.
- 290 personnes supplémentaires ont été prises en charge grâce à ces cliniques mobiles.

Santé mentale

4 371 personnes ont été rejointes à travers des activités de soutien psychosocial et de santé mentale communautaire, essentielles à la reconstruction individuelle et collective.

Renforcer les capacités, faire entendre les voix

- 3 notes de cadrage corédigées pour alimenter le plaidoyer sur :
 - La santé mentale
 - La santé mobile
 - Les violences basées sur le genre (VBG)

Renforcement de la redevabilité

- 10 intervenant.e.s de première ligne (7 femmes, 3 hommes) formé.e.s sur la gestion des plaintes et la redevabilité
- 20 acteur.rice.s de terrain (14 femmes, 6 hommes) formé.e.s sur le dispositif minimum d'urgence (DMU) en santé sexuelle et reproductive

République Démocratique du Congo (RDC) : les violences amplifient la crise humanitaire

En RDC, **la crise humanitaire** dans le Tanganyika est exacerbée par des conflits intercommunautaires, des groupes armés et des catastrophes naturelles, entraînant des déplacements massifs et une dégradation des conditions de vie. 372 000 personnes ont été déplacées en 2024, alors que 1,77 million de personnes nécessitent de l'aide médicale, dont 943 000 de manière urgente. Les retours massifs et la présence de personnes déplacées internes mettent à mal les infrastructures et services de soins, surtout que 11 centres de santé ont été détruits depuis 2021. Les inondations de 2023 et 2024 ont exacerbé la situation, touchant 28 000 personnes à Kabalo et 25 000 à Kalémie.

La malnutrition est en forte hausse dans le Tanganyika : la province devrait passer d'une situation d'alerte à une situation sérieuse de malnutrition aiguë en 2025. L'accès aux soins de santé est limité, alors que les épidémies de choléra, rougeole et mpox aggravent la situation sanitaire. Le taux de mortalité maternelle et néonatale est élevé, et 30 % des jeunes filles de 15 à 19 ans sont enceintes. De plus, le système de santé est fragilisé par un manque de personnel et de médicaments. À cela s'ajoute l'augmentation des violences sexuelles et des mariages forcés, avec une prise en charge insuffisante des survivant.e.s.



Les équipes de Médecins du Monde présentes en République démocratique du Congo ont offert un appui nutritionnel et médical d'urgence aux populations affectées, ainsi que des initiatives de sensibilisation portant sur les droits de santé sexuels et reproductifs (DSSR) et les violences basées sur le genre (VBG).

BILAN DES ACTIVITÉS

Face aux violences intercommunautaires dans le territoire de Nyunzu, Médecins du Monde a déployé une intervention d'urgence à la fois médicale, nutritionnelle et communautaire, qui a touché plus de **92 000 personnes**, dont **33 643 enfants de moins de 5 ans**.

Nutrition

- **17 668 enfants dépistés** pour la malnutrition (modérée ou aiguë), dont **9 761 filles** et **7 907 garçons**.
- **1 262 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère (MAS)** pris en charge avec un traitement adapté (713 filles, 549 garçons).

Santé sexuelle et reproductive

- **16 776 femmes et filles** ont reçu des **soins de santé sexuelle et reproductive (SSR)** : consultations prénatales et postnatales, planification familiale, accouchements et soins gynécologiques.

Sensibilisation

- **51 817 personnes** ont été sensibilisées aux droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et à la **prévention des violences basées sur le genre (VBG)**, dont **28 826 femmes et filles**.
- Grâce aux **initiatives de sensibilisation et de pacification**, **80 % des personnes déplacées internes (PDI)** ont pu **retourner dans le nord de Nyunzu** dès février 2024, un signe fort de reprise de confiance et de retour progressif à la stabilité.

Amérique du sud

NOTRE COMBAT : ESPACE ET CRISES HUMANITAIRES

COLOMBIE : traverser de « l'enfer vert » au péril de sa vie

En 2023, plus de 520 000 personnes ont traversé la jungle du Darién, cet « enfer vert » situé à la frontière entre la Colombie et le Panama. Les projections indiquent une nouvelle hausse en 2025. Chaque jour, environ 2 800 personnes migrantes affrontent cette traversée difficile, d'une durée de quatre à dix jours, au sein d'une jungle dense et extrêmement dangereuse. Ce flux dépasse largement les capacités d'intervention humanitaire locales.

Parmi ces personnes migrantes, plus de 30 000 enfants ont fait cette traversée entre janvier et avril 2024, une augmentation de 40 % sur l'année précédente, les exposant à des risques importants pour leur santé et leur sécurité. Les violences sexuelles sont fréquentes et visent particulièrement les femmes et les enfants. Les besoins en santé sexuelle et reproductive sont criants. 22 447 cas de grossesses adolescentes ont été recensés en 2023 parmi les personnes migrantes. Les services de santé locaux manquent cruellement de ressources, de médicaments et d'équipement, une situation résultant de l'isolement géographique, d'infrastructures défectueuses et d'un manque de personnel médical.

BILAN DES ACTIVITÉS

Entre **avril 2023 et avril 2024**, Médecins du Monde a offert un éventail de services de santé essentiels – soins primaires, santé sexuelle et reproductive (SSR), santé mentale et soutien psychosocial (MHPSS) – à **18 486 personnes**, dont :

- **55 % sont des femmes**
- **45 % sont des hommes**
- **1 % sont des personnes OCSIEG (orientations sexuelles, identités de genre et expressions de genre)**

Santé sexuelle et reproductive

7 200 personnes ont reçu des services spécialisés, dont **61 % sont des femmes**.

2 066 personnes ont participé à des **sessions de sensibilisation, dont 57 % sont des femmes**, sur les enjeux liés à :

- l'accès à la santé
- les droits sexuels et reproductifs
- l'égalité des genres
- la prévention des violences basées sur le genre (VBG)
- la xénophobie et l'exploitation sexuelle

Santé mentale

9 119 personnes ont bénéficié de **consultations en santé mentale**, individuelles ou en groupe — une réponse essentielle aux souffrances invisibles.

Prévention et sécurité

Pour répondre aux risques sanitaires et aux besoins spécifiques des femmes et des communautés marginalisées, **2 532 bénéficiaires ont reçu des articles de prévention et de protection** :

- Crème solaire, répulsifs, produits pour égratignures
- Produits d'hygiène menstruelle
- Chapeaux, chaussettes, lampes de poche
- Outils de protection pour femmes (sifflets, entonnoirs à urine, etc.)

Violences basées sur le genre

15 cas de VBG ont été identifiés et pris en charge

Niger en état d'alerte : une crise humanitaire aux multiples fronts

En 2024, le Niger a été marqué par une aggravation de la crise humanitaire. L'insécurité croissante a entraîné plus de 500 000 déplacements internes, aggravés par les expulsions massives de personnes migrantes, notamment depuis l'Algérie. La fermeture des frontières avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a provoqué des pénuries de médicaments, une crise énergétique et une flambée des prix, touchant durement les plus vulnérables. Les ONG ont vu leurs actions freinées par l'imposition d'escortes militaires, limitant ainsi l'accès aux services et soins essentiels. Les inondations ont affecté plus d'un million de personnes et déclenché une flambée de choléra.

Les populations vivant au Niger ont un accès limité aux soins de santé dû à un manque de personnel qualifié ainsi qu'à une faible capacité d'accueil des structures sanitaires, qui sont inégalement réparties. L'insécurité, les épidémies récurrentes et les fréquentes catastrophes causées par les changements

climatiques impactent également la santé des populations. À ces enjeux s'ajoute une autre réalité, sachant que le Niger est un carrefour migratoire : les personnes migrantes restent plus ou moins longtemps, certaines parvenant à quitter le pays tandis que d'autres y sont refoulées.

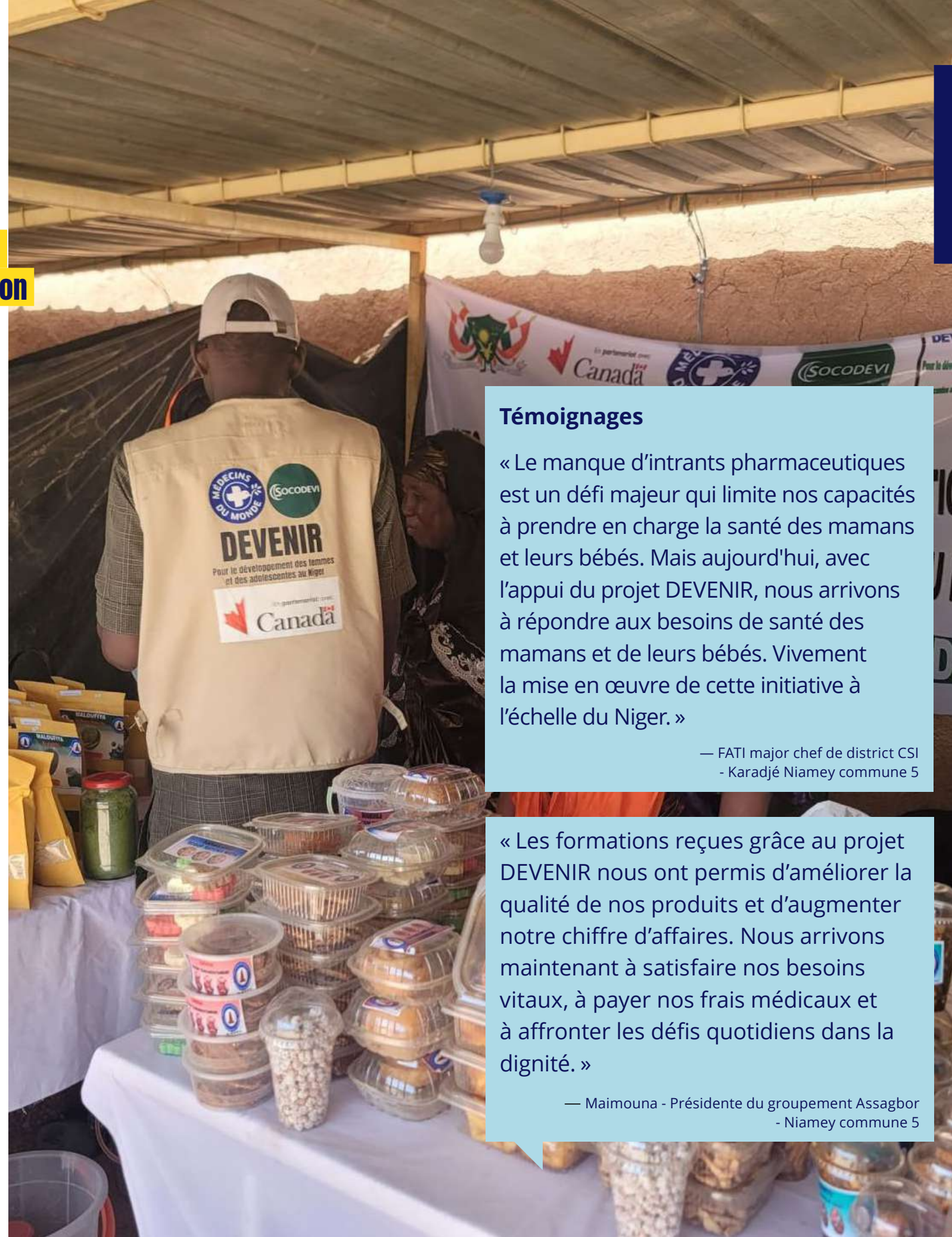
En outre, notons que les droits des filles et des femmes, qui représentent 65 % de la population, se dégradent. La persistance des grossesses et des mariages précoces, ainsi que la suppression du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, met à risque les gains en matière d'inclusion, de stabilité sociale et de droits pour les femmes et enfants.



Projet DEVENIR : quand santé et économie s'allient pour les droits et l'autonomisation des femmes

Au Niger, le projet DEVENIR propose une approche visant à améliorer l'accès des femmes et des adolescentes aux soins de santé et à renforcer leur pouvoir économique. L'objectif est de faire en sorte que le manque de ressources ne soit plus un obstacle à leur autonomisation, leur prise de décision éclairée et leur accès aux soins. Le projet DEVENIR a été développé en partenariat avec la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) basée à Québec.

En pratique, ce programme vise à augmenter le pouvoir économique des femmes et des adolescentes afin qu'elles puissent répondre à leurs besoins fondamentaux et développer des activités adaptées aux enjeux climatiques. Cela comprend la mobilisation de parties prenantes des secteurs économique, social et culturel souhaitant soutenir leurs droits et leur autonomisation. À cela s'ajoute l'utilisation plus fréquente des services de santé, incluant les soins de santé primaires, la nutrition, la santé sexuelle et reproductive, la santé mentale, la prévention ainsi que la prise en charge des soins à la suite de violences sexuelles basées sur le genre.



Témoignages

« Le manque d'intrants pharmaceutiques est un défi majeur qui limite nos capacités à prendre en charge la santé des mamans et leurs bébés. Mais aujourd'hui, avec l'appui du projet DEVENIR, nous arrivons à répondre aux besoins de santé des mamans et de leurs bébés. Vivement la mise en œuvre de cette initiative à l'échelle du Niger. »

— FATI major chef de district CSI
- Karadjé Niamey commune 5

« Les formations reçues grâce au projet DEVENIR nous ont permis d'améliorer la qualité de nos produits et d'augmenter notre chiffre d'affaires. Nous arrivons maintenant à satisfaire nos besoins vitaux, à payer nos frais médicaux et à affronter les défis quotidiens dans la dignité. »

— Maimouna - Présidente du groupement Assagbor
- Niamey commune 5

BILAN DES ACTIVITÉS

Soins de santé communautaires de proximité

- **32 agents de santé communautaire et relais** ont été formés sur un **paquet de soins préventifs, curatifs et promotionnels** incluant la nutrition, la **planification familiale**, la **prévention des violences basées sur le genre (VBG)** et le **système de référencement**. Ils et elles offrent désormais des **services de santé de base directement dans leurs communautés**, renforçant ainsi l'accès aux soins pour les femmes et les filles.
- **10 centres de santé** ont été approvisionnés en **médicaments essentiels**.

Formation et autonomisation économique

- **652 femmes et jeunes filles** ont complété leur **formation en éducation financière**, leur donnant les clés pour mieux gérer leurs ressources :
 - **Agadez** : 235 (170 femmes, 65 jeunes filles)
 - **Niamey** : 417 (303 femmes, 114 jeunes filles)
- **714 F/JF** ont reçu un **accompagnement technique** pour l'adoption de **bonnes pratiques en matière d'environnement, de post-récolte et de commercialisation** :
 - **Agadez** : 295 (221 femmes, 74 jeunes filles)
 - **Niamey** : 446 (323 femmes, 123 jeunes filles)

Leadership féminin et gouvernance inclusive

- **128 femmes et jeunes filles dirigeantes** de **groupements d'épargne (GURF)** ont été formées à la **gouvernance inclusive** et à la **gestion administrative, financière et environnementale**.

Burkina Faso : quand l'insécurité prive de soins et de protection

La crise qui secoue le Burkina Faso continue de toucher lourdement les civils. 6 millions de personnes auraient actuellement besoin d'assistance humanitaire à travers le pays. En 2024, plus de 424 établissements de santé, soit environ 20 % du total national, ont dû fermer ou fonctionner à capacité réduite en raison de l'insécurité et des attaques, privant environ 4 millions de personnes d'un accès aux soins.

L'insécurité persistante dans la région du Nord a considérablement réduit l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive, notamment pour les femmes, adolescentes et personnes déplacées internes. Les accès aux contraceptifs, consultations prénatales et accouchements assistés sont entravés par la fermeture partielle ou totale d'établissements de santé, les pénuries de médicaments et la stigmatisation sociale.

La majorité des centres de santé sont difficiles d'accès et manquent de personnel formé ou de protocoles adaptés pour la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre (VBG). Les survivantes sont rarement orientées ou accompagnées, par crainte de stigmatisation ou en raison de la faiblesse du système. Le signalement et la prise en charge rapides des cas de VBG demeurent un défi majeur, notamment dans la région du Centre-Nord. À ces réalités s'ajoutent les tabous concernant le viol et l'insuffisance de sensibilisations sur les conséquences de ces agressions.



Les femmes et filles vivant dans les zones de déplacement font face à un risque élevé de violences sexuelles, en raison de l'absence de sécurité, d'éclairage et d'infrastructures adaptées. Les latrines communautaires non séparées et non éclairées sont signalées comme lieux à risque. De plus, les normes sociales limitent fortement l'accès des adolescent·e·s aux informations et services portant sur la santé sexuelle et reproductive (SSR). La stigmatisation, la peur du jugement et la faible acceptabilité des services axés sur les jeunes freinent leur fréquentation des établissements de santé.

Projet Accès à la santé Nord Burkina Faso : favoriser l'accès équitable à la santé et aux droits sexuels et reproductifs

Ce projet vise à renforcer l'appropriation accrue des droits à la santé sexuelle et reproductive des populations affectées par le conflit dans le Nord du Burkina Faso.



BILAN DES ACTIVITÉS

Garantir un accès équitable à des services de santé primaires de qualité, incluant la santé sexuelle et reproductive (SSR)

Formation renforcée des prestataires de soins

Au 31 mars 2025, **74 professionnel·le·s** ont été formé·e·s sur la prise en charge complète du paquet SSR.

Depuis le début du projet, ce sont **375 prestataires** qui ont bénéficié de cette formation essentielle.

Prise en charge des violences basées sur le genre (VBG)

Dans les structures soutenues, **209 survivant·e·s de VBG** ont été accompagnés cette dernière année.

Clinique mobile : atteindre des zones reculées

Sur l'année 2024-2025, la clinique mobile a réalisé **18 717 consultations** (dont 48 % sont des femmes, 7 % des adolescentes, 17 % des filles, 3 % des hommes, 5 % des adolescents et 19 % des garçons).

Depuis le lancement du projet, **88 351 consultations** ont été réalisées.

Construire un environnement favorable au droit à la santé et à l'égalité de genre

Programme d'autonomisation féminine

En partenariat avec les leaders communautaires, religieux et les autorités locales, un programme dédié a rejoint **51 femmes et 51 adolescentes, qui ont pu renforcer leurs connaissances sur les droits sexuels et reproductifs (SDSR).**

3 initiatives communautaires ont émergé :

- Une ligne d'écoute communautaire dédiée aux VBG
- Un mécanisme d'accompagnement des survivant·e·s via une association féminine
- Un système communautaire d'assistance à l'accouchement hygiénique

Programme de coresponsabilisation des hommes et adolescents

Au 31 mars 2025, **1 465 hommes et adolescents** ont été sensibilisés aux droits à la santé, à la SSR et à la lutte contre les VBG.

Cumulatif : **2 174 participants.**

Mobilisation des pair·s éducateur·trice·s

Un réseau de **240 pair·s éducateurs** a été formé et activement mobilisé, dont **88 % rapportent avoir adopté des comportements favorisant l'égalité des sexes.**



Burkina Faso

Médecins du Monde au 5e congrès de la Chaire internationale Mukwege

Médecins du Monde a pris part au 5e congrès de la Chaire internationale Mukwege, organisé par l'Université de Montréal. Cet événement est une occasion privilégiée pour mobiliser les acteurs de la recherche et de la santé publique sur les inégalités en matière de droit à la santé.

Lucie-Catherine Ouimet, infirmière praticienne spécialisée, a donné une conférence sur l'approche de santé autochtone visant à offrir des soins adaptés aux femmes autochtones urbaines en situation de vulnérabilité. Nathaniel Allaire Sévigny, coordonnateur de programme aux opérations internationales, s'est prononcé sur les enjeux d'autonomisation des jeunes filles et femmes en contexte de crise. Cette intervention a été présentée en collaboration avec la Faculté de médecins et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke, le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE) et Humanité & Inclusion Canada.

Burkina Faso, Bénin et Haïti

Projet RESPECT : autonomiser les jeunes, renforcer leurs droits et construire des communautés sans violence

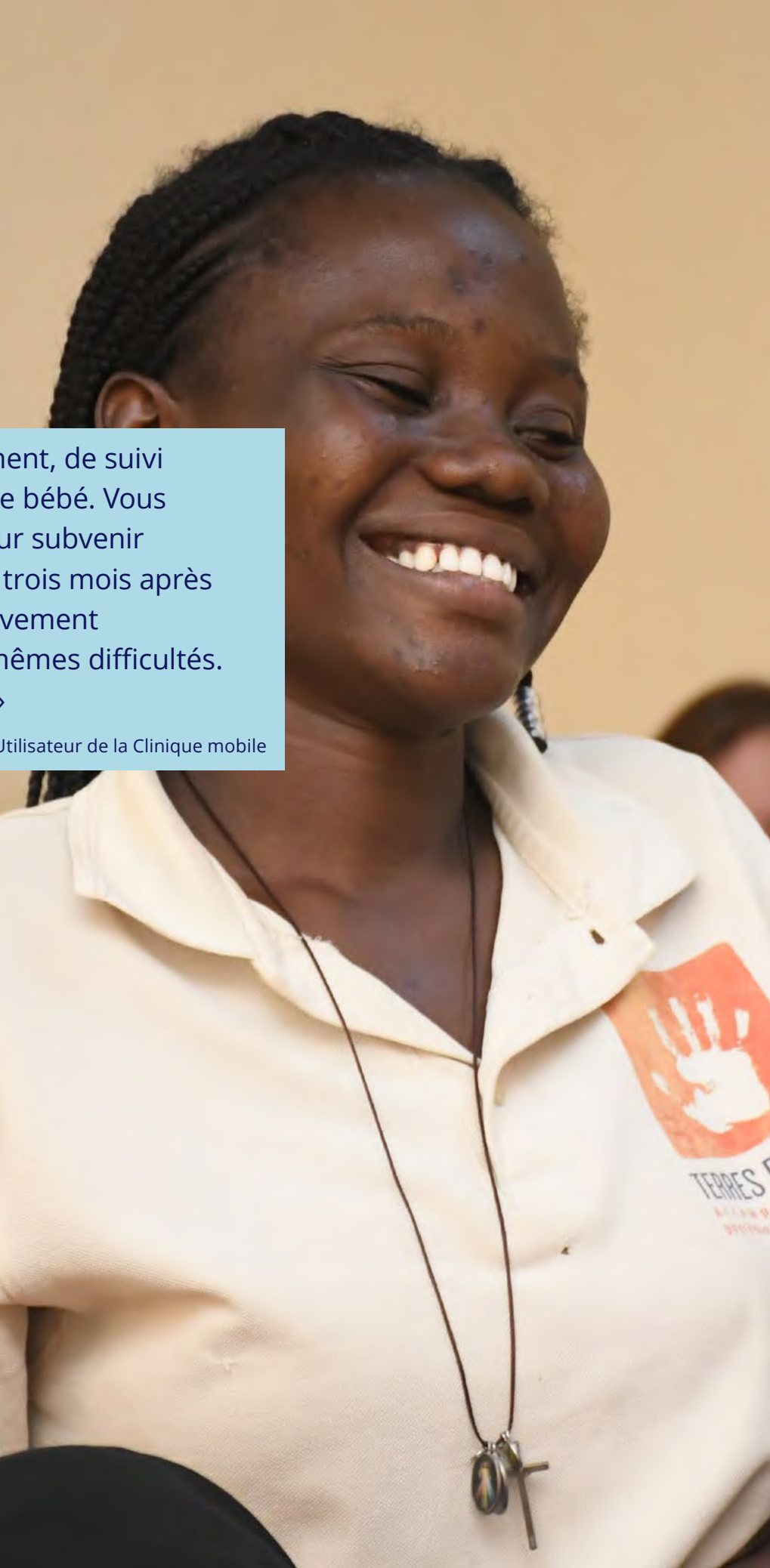
Au Bénin, au Burkina Faso et en Haïti, où environ 30 % de leurs populations respectives sont âgées de 10 à 24 ans, les indices de développement humain figurent parmi les plus préoccupants au monde. Dans de tels contextes, de nombreuses femmes sont confrontées à des grossesses précoces, ayant peu accès aux moyens de planification familiale.

Les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, disposent de peu de ressources et de connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR). Très peu ont la capacité de prendre des décisions libres et éclairées sur leur sexualité, l'usage de la contraception ou l'hygiène menstruelle. Leur accès à ces services est également limité par des barrières économiques, géographiques et sécuritaires, ainsi que par des normes sociales patriarcales, marquées par le contrôle qu'exercent les hommes sur les décisions liées à la santé des femmes. Bien que le [projet RESPECT](#) soit mis en œuvre dans trois pays aux réalités socioéconomiques et sécuritaires différentes, un constat demeure : les besoins en planification familiale sont élevés, et le taux de prise de décisions autonomes en matière de SSR reste faible. Investir prioritairement dans la santé des jeunes est une condition essentielle pour briser les cycles d'inégalités. Sachant que c'est à cet âge que des changements durables s'enclenchent, des actions ciblées peuvent transformer en profondeur l'avenir des communautés. En améliorant l'accès des jeunes à des services SSR de qualité, et en menant un plaidoyer actif pour leurs droits, le projet vise à ce que 80 % des adolescent.e.s puissent avoir accès à de tels services.

Témoignage

« Nous avons payé tous les frais d'accouchement, de suivi et de consultations pour mon épouse et notre bébé. Vous pouvez imaginer le stress dans notre vie. Pour subvenir à nos besoins, mon épouse a repris le travail trois mois après la naissance de notre fils. Nous souhaitons vivement que les autres arrivant.e.s ne vivent pas les mêmes difficultés. Merci de vos efforts, vous êtes merveilleux ! »

— Utilisateur de la Clinique mobile



Le consentement et le plaisir au cœur de la santé sexuelle et reproductive : une étude menée dans trois pays

Lancée au Bénin, au Burkina Faso et en Haïti, une étude comparative sur les représentations, pratiques et besoins des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive constitue l'un des volets les plus innovants du projet RESPECT. Des approches qualitatives et quantitatives permettent de mieux comprendre les réalités vécues par les jeunes autour du plaisir, du consentement, des normes de genre et des violences invisibles. Cette étude innovante est menée par la chercheuse Marie-Josée Lewis.

Les premiers résultats au Bénin et au Burkina Faso révèlent une faible compréhension des violences sexuelles, une normalisation préoccupante de la coercition, ainsi qu'un besoin d'accompagnement éducatif pour les parents. En intégrant pour la première fois le plaisir sexuel comme une des dimensions essentielles du droit à la santé, le projet RESPECT propose un changement de paradigme : reconnaître le droit des jeunes à une sexualité positive, libre et épanouie, au-delà de la seule prévention des risques.

Le programme RESPECT contribue à mettre en place les conditions pour un avenir prometteur où les jeunes, en particulier les filles et les femmes, peuvent s'épanouir, s'exprimer et exercer pleinement leurs droits au sein d'environnements sûrs et solidaires.

BILAN DES ACTIVITÉS

- 1 052 jeunes formés dans les trois pays ciblés (Bénin, Burkina Faso, Haïti) ont renforcé leurs connaissances sur leurs droits fondamentaux en SSR.
- 6 cadres juridiques et services ont été améliorés pour mieux protéger et servir les jeunes.
- 136 649 acteurs communautaires et parents ont été sensibilisés pour bâtir des communautés sans violence et mieux protéger les droits des jeunes.
- 167 069 jeunes ont bénéficié de services de santé sexuelle au niveau communautaire.

Les « Trousses solidaires » : un levier d'insertion et de résilience économique

- 162 pair.e.s-aidant.e.s et entrepreneur.e.s solidaires ont porté l'initiative « Trousses solidaires », permettant à 31 522 personnes d'acheter des produits conçus localement, favorisant ainsi une économie circulaire et solidaire.
- Au Bénin, 112 jeunes entrepreneur.e.s solidaires (dont 61% sont des filles et des femmes) ont reçu un appui financier et technique afin de renforcer leur insertion professionnelle durable et leur autonomie économique — des conditions essentielles à l'exercice de leurs droits.

- En Haïti, une étude de faisabilité a posé les bases de la stratégie « Trousse solidaire » :
 - 2 groupes de jeunes ont été formés sur l'entrepreneuriat, le leadership, le marketing et la rentabilité.
- Création par 7 jeunes couturières de serviettes hygiéniques lavables, fruit d'un processus socialement responsable et d'une innovation locale au service de la santé menstruelle et de l'autonomie économique des filles.

Comités de vigilance scolaire : éduquer et protéger

Dans des établissements au Bénin et au Burkina Faso, 43 mécanismes de vigilance ont mobilisé 6 534 personnes autour des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et de la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG).

Espaces de dialogue : écouter, apprendre, grandir ensemble

Au Burkina Faso, un accompagnement structuré a permis à 39 institutions de santé de créer des espaces de dialogue entre professionnel·le·s et jeunes. Cela a mené à 62 rencontres organisées offrant un cadre sécurisé pour aborder les questions clés en matière de santé et droits, permettant ainsi aux jeunes de faire des choix éclairés.

Innovation numérique : la plateforme Viamo en Haïti comme outil de sensibilisation aux DSSR

- Lancée en février 2025, la plateforme interactive Viamo diffuse via SMS et messages vocaux des contenus éducatifs adaptés culturellement sur les DSSR, étendant la sensibilisation même dans les zones isolées.
- 3 509 utilisateur·rice·s ont été enregistré·e·s en un mois, avec pour objectif d'atteindre 44 000 personnes d'ici la fin du projet.

Témoignage

« Cet espace favorise la cohésion sociale, la tolérance et la communication. Les jeunes évoluent dans un environnement constitué de pairs de leur tranche d'âge, ce qui encourage les échanges. »

— Amélie Saman Doulgou, paire formatrice, Burkina Faso

Ressources à consulter :

[Rapport : obstacles aux droits sexuels et reproductifs en Haïti](#) ↗

[Article le Devoir](#) ↗

« Un monde en santé » : le tout premier balado de Médecins du Monde Canada



En 2024, afin de repenser la santé non seulement comme un soin, mais comme un levier essentiel pour la dignité et le respect des droits fondamentaux, Médecins du Monde Canada a lancé son tout premier balado : **Un monde en santé**, animé par le journaliste Pierre Craig. À travers des échanges avec des expert·e·s et des acteur·trice·s de terrain, cette première saison donne voix à celles et ceux qui luttent pour que la santé soit accessible et reconnue comme un droit universel. Chaque épisode de cette série se concentre sur un sujet essentiel lié à la mission de Médecins du Monde, ici comme ailleurs. Lorsque possible, des pistes de solutions innovantes et originales sont également proposées.



Pour écouter le balado sur votre plateforme préférée

[Lire le communiqué de presse](#)

Campagne Soigner sans juger : 4 ans à changer les perceptions, un récit à la fois

Cette année encore, nous avons invité la population à changer sa vision de ce que représentent les soins. La campagne de fin d'année Soigner sans juger permet à Médecins du Monde Canada de se faire connaître auprès du grand public québécois par l'intermédiaire de contenus multimédias qui mettent en valeur les récits des équipes de terrain, générant ainsi plus de 20 millions d'impressions à travers le Québec. En valorisant les liens humains tissés avec des personnes en situation de grande précarité, cette initiative a permis d'amasser plus de 170 000 \$ pour soutenir la mission et les actions de Médecins du Monde Canada.

La clé de notre approche : mettre la personne au centre

« Mettre la personne au centre » : pour les gens qui nous connaissent, c'est une expression familière chez Médecins du Monde. On la répète souvent !

Le soin, c'est bien plus qu'un acte médical

Auscultier, panser ou prescrire avec respect et bienveillance :

« Soigner sans juger », c'est juste ça ? Oui, le soin c'est ça, mais pas seulement.

Soigner sans juger, pour soigner aussi l'injustice

Une idée fait l'unanimité parmi nos équipes : contribuer à construire un système de santé plus juste, plutôt que « patcher » les problèmes existants.

Pour (re)découvrir [Soigner sans juger](#)

Relations de presse : chaque retombée, une tribune pour la justice sociale

En 2024, notre présence médiatique s'est diversifiée sur plusieurs canaux, ce qui a permis de rejoindre des publics variés. Au total, 164 retombées médiatiques ont été recensées, générant près de 59 millions d'impressions, ce qui témoigne de l'amplification significative de notre portée. Chaque retombée médiatique devient une occasion de faire entendre notre voix et de sensibiliser sur les enjeux que nous portons.

Pour visionner les quatre vidéos de la campagne :



La clé de notre approche : mettre la personne au centre



Le soin, c'est bien plus qu'un acte médical

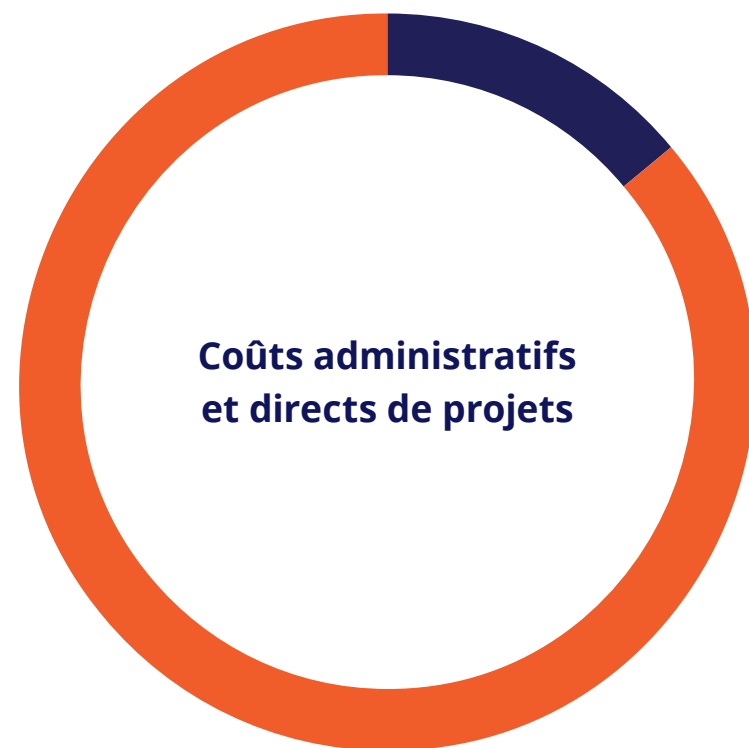


Soigner sans juger : un projet collectif

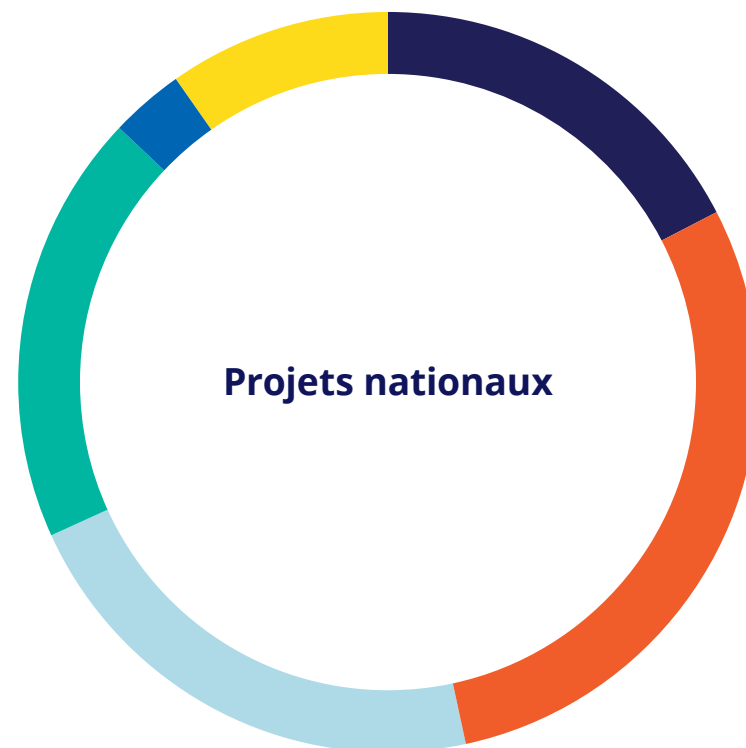


Soigner sans juger, pour soigner aussi l'injustice

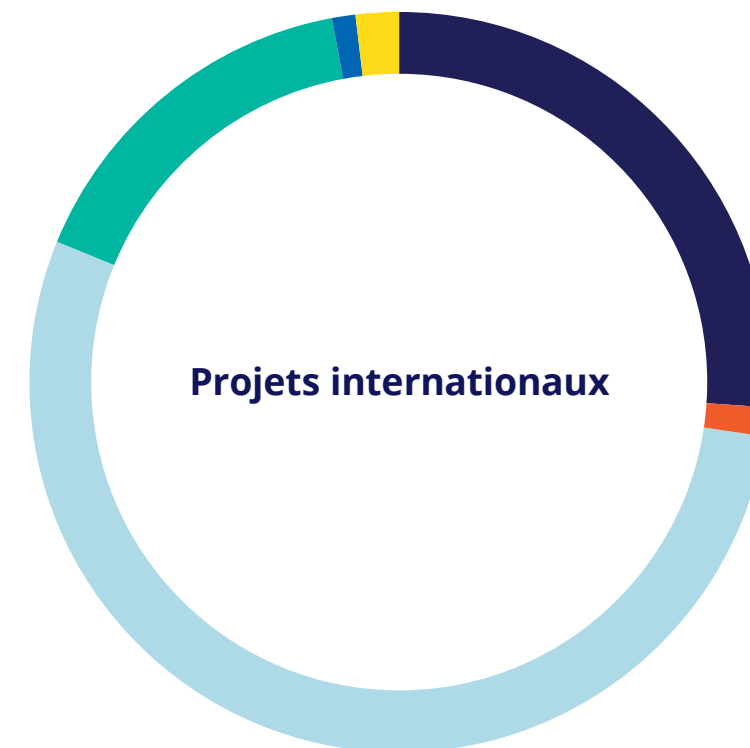
Finances



- Coûts administratifs* ; 14 %
- Coûts directs des projets ; 86 %



- Clinique mobile — 17 %
- Clinique Migrants et Proximité — 29 %
- Soutien psychologique — 22 %
- Navigateurs autochtones — 19 %
- Infirmier de rue en soutien autochtone — 3 %
- Clinique dédiée aux personnes autochtones — 10 %



- Haïti — 26 %
- Colombie — 1 %
- Burkina et Bénin — 54 %
- Niger — 16 %
- RDC — 1 %
- Urgences: Gaza, Liban, Maroc et RCS — 2 %

Courir pour la santé de toutes et tous : défi 21K de Montréal

En avril 2025, une équipe solidaire de coureuses et coureurs à pied a fièrement représenté Médecins du Monde Canada, malgré la pluie et le froid, lors de l'événement 21K de Montréal. Grâce au soutien de nos donatrices, donateurs, bénévoles et amie.s de longue date, nous avons atteint – et même dépassé – notre objectif de collecte : 20 423 \$ ont été amassés pour soutenir l'accès aux soins des personnes en situation de précarité.

Merci à nos partenaires, dont Cerave, Mateina et DRAKKAR Digital, pour leur engagement à nos côtés. Au-delà des kilomètres parcourus, cet événement a permis à notre équipe de générer ensemble un véritable impact qui contribue à la santé des communautés.



Nous remercions



Nos partenaires et alliés.es

Médecins du Monde tient à remercier ses 148 bénévoles, dont des médecins, des infirmier.ière.s, des pharmaciens.iennes, des juristes, des avocat.e.s, ainsi que tant d'autres personnes, pour leur engagement humaniste. La combinaison de l'ensemble de leurs efforts sur le terrain change des vies et soutient nos combats pour le droit à la santé.

Nous tenons également à souligner la précieuse contribution et collaboration de nos partenaires communautaires, institutionnels et académiques, ainsi que les généreuses organisations et personnes, qui nous soutiennent dans nos opérations et joignent leurs voix à la nôtre au sein de nos campagnes de mobilisation.

Médecins du Monde tient tout autant à exprimer sa profonde reconnaissance envers les bailleurs de fonds institutionnels, les fondations privées, les congrégations religieuses, les entreprises ainsi que les donateurs et donatrices majeurs. Leur appui financier déterminant constitue un levier essentiel pour la mise en œuvre de nos projets et l'atteinte de nos objectifs en matière de santé et de justice sociale.

Cette année, 341 personnes ont opté pour le don mensuel. Grâce à ces revenus réguliers, nous pouvons maximiser chaque dollar investi dans notre mission. Ces donateurs.trices mensuels font partie des 2 221 personnes altruistes ayant choisi de soutenir Médecins du Monde Canada au cours de la dernière année. Leur solidarité, leur confiance et leur engagement nous permettent d'aller là où les besoins sont les plus criants, ici comme ailleurs.

Nous remercions chaque personne et chaque organisation pour leur confiance renouvelée et leur engagement constant à nos côtés.

Dons – 5 000 \$ à 25 000 \$

- Succession Agnès Richer
- Hélène Leblanc
- Michel Lafleur
- John Vanden Elzen
- Sophie DeCorwin
- Dr Jean Lucien Rouleau
- René Parisien
- Fonds Mon monde en mieux
- Gestion Interstar inc.
- Fondation Simple plan
- Fondation de la famille Zeller
- Dollar A Day Foundation
- Drakkar Digital



Bailleurs de fonds



